M 2485 - 187 - 6,00 F
3792485006000 01870

No 187 FEVRIER 1990
6FF 40FB 1$can.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Roumanie, Caucase ...

LE CAPITALISME POURRISSANT MENE AU CHAOS GENERALISE

Editorial

■ Depuis 4 ou 5 mois, les événements qui se précipitent en Europe de l'Est donnent lieu à un déchaînement médiatique énorme de la part de la bourgeoisie occidentale, qui n'a de cesse de présenter les violents soubresauts qui secouent cette région du monde comme la manifestation de "la volonté des peuples", de leur "irrésistible élan vers la liberté", de "l'aspiration profonde des masses à la démocratie", un élan si puissant qu'il aurait balayé d'un souffle les dictatures les plus solides, les forteresses les plus imprenables et qu'il serait en train d'annoncer au monde entier, la promesse d'un avenir meilleur...

Rien n'est plus mensonger. Ce que révèle la situation en Europe de l'Est, c'est l'état de décomposition avancée de toute la société capitaliste dont l'effondrement du bloc impérialiste de l'Est et des régimes staliniens ne sont que des manifestations criantes. Et, de la RDA à la Pologne, de la Tchécoslovaquie à la Hongrie et à la Roumanie, on est avant tout en train d'assister aux efforts déployés par les bourgeoisies locales pour ne pas être emportées avec les décombres de l'ancien bloc russe et qui se dépêchent de se débarrasser de leurs vieux oripeaux staliniens.

Quant aux "masses populaires", loin d'être le sujet conscient de ces événements, elles se trouvent malheureusement ballottées, manipulées, exploitées et embrigadées derrière leur bourgeoisie qui les utilisent comme masse de manoeuvre. Loin de prendre en mains leur sort comme on veut nous le faire croire, les ouvriers de ces pays sont malheureusement bel et bien réduits à l'impuissance, bercés et saoulés de promesses illusoires sur "les bienfaits de la démocratie", conduits à abandonner leur terrain de lutte de classe et entraînés sur un terrain qui n'est pas le leur, dans des combats pour les libertés démocratiques ou pour des revendications nationalistes, où on leur demande de prendre parti et d'aller au casse-pipe pour une fraction de la bourgeoisie contre une autre.

Les promesses contenues dans ces bouleversements, ce ne sont pas celles de lendemains meilleurs, mais bel et bien celles d'un avenir toujours plus sombre et plus tragique. Le bain de sang qui a accompagné la chute de Ceaucescu, les massacres atroces qui se développent dans le Caucase, où les populations sont embrigadées dans une véritable guerre ouverte entre nationalismes, révèlent aujourd'hui le visage sanglant et monstrueux que prend et prendra de plus en plus la situation dans l'ancien bloc de l'Est, où l'état de décomposition du capitalisme est simplement un peu plus avancé que dans le reste du monde. On n'est pas en train d'assister à une "transition en douceur" vers des régimes "démocratiques" et "libéraux", qui vont atteindre progressivement le niveau de richesse des pays occidentaux, comme la bourgeoisie a pu essayer de le faire croire en s'appuyant sur la manière dont s'est fait la relève en Pologne ou en Hongrie. L'état de délabrement de l'économie et de tous les rouages de la vie sociale dans ces pays ne peut conduire d'une part qu'à une aggravation toujours plus terrible de la misère de la population, qui subit déjà en Hongrie, en Pologne, en RDA des conditions de vie encore plus effroyables que sous les anciens régimes, et d'autre part qu'à des déchirements de plus en plus violents au sein de la classe dominante où la population risque à nouveau d'être prise en étau dans des guerres de cliques entre fractions de la bourgeoisie et de subir comme en Roumanie la répression féroce de la soldatesque bourgeoise.

Si la bourgeoisie occidentale s'est donnée tant de mal pour présenter ces événements comme de "grandes révolutions démocratiques", c'est bien dans l'espoir d'empoisonner la classe ouvrière des pays occidentaux -elle qui sait à quoi s'en tenir sur les prétendus bienfaits de la démocratie-, avec les mêmes illusions paralysantes que les ouvriers de l'Est sont aujourd'hui en train de payer si cher. Elle nous montre comme un exemple à suivre ces "peuples de l'Est prêts à mourir pour la liberté", afin de mieux assener l'idée que la seule "révolution" valable, c'est la "révolution démocratique". Contre ces nouveaux mensonges, la classe ouvrière des pays centraux doit savoir au contraire que les massacres qui se déchaînent là bas ne font que révéler la faillite totale et définitive du capitalisme, à l'Est comme à l'Ouest. Un système qui menace d'entraîner l'humanité toute entière dans la barbarie la plus totale, si la classe ouvrière se laisse endormir et désarmer par les sirènes démocratiques de la bourgeoisie.

PE

LES BLINDES RUSSES ENTRENT DANS BAKOU

A peine les morts de Roumanie étaient-ils enterrés que le stalinisme en décomposition nous délivre un nouveau monceau de cadavres. A Bakou, après les pogroms ce sont les chars de l'Armée "rouge" qui ont rempli leur office. Combien de morts ? Comme pour la Roumanie, il est difficile de le savoir. Probablement des centaines, si ce n'est des milliers. Mais en tout cas, il s'avère une nouvelle fois que le régime stalinien qui s'est établi par le sang, celui des ouvriers et des révolutionnaires qui avaient fait la première révolution prolétarienne de l'histoire, en Octobre 1917, ne pourra périr que dans un nouveau bain de sang.

Les chars russes dans Bakou, cela rappelle les mêmes chars dans Kaboul, il y a dix ans. Les faits en eux-mêmes se ressemblent. Mais la comparaison ne peut aller plus loin. En 79, les pays occidentaux dénonçaient avec la dernière énergie cette opération militaire qui augurait une aggravation sans précédent des antagonismes entre les deux blocs impérialistes. Aujourd'hui, Bush et ses acolytes, et même le Pape, "comprennent" et "soutiennent" les dirigeants du Kremlin. C'est que les circonstances et la signification de ces événements sont radicalement différentes. En Afghanistan, l'URSS était à l'offensive : elle tentait de s'approcher des mers "chaudes" et de briser l'encerclement que le bloc occidental maintenait autour de son empire. Aujourd'hui, l'URSS, en tant que pays, lutte pour sa survie. Quant à l'empire qu'elle avait hérité de la seconde guerre mondiale pour bons et loyaux services dans le camp des vainqueurs, il s'est volatilisé en quelques mois. Pour être aussi ou encore plus sanglante, l'intervention de l'Armée "rouge" en Azerbaïdjan ne saurait donc remettre en cause, bien au contraire, le climat de bonne entente qui s'est établi entre les Etats-Unis et l'URSS. Cependant, la situation qu'elle exprime n'est pas moins grave que celle d'il y a dix ans. Derrière le déchaînement du nationalisme qui submerge aujourd'hui le Caucase et toutes les marches de l'URSS, il n'y a pas seulement l'effondrement de ce pays, la décomposition avancée dans lequel se trouve son tissu social, il y a la décomposition générale de la société capitaliste qui ne pourra que s'aggraver et étendre toujours plus ses ravages dans toutes les parties du monde. C'est pour cela que tous les dirigeants les plus importants de la bourgeoisie mondiale sont solidaires : face au chaos qui menace leur système, il ne peuvent faire autrement que de tenter de se serrer les coudes. Et face à ce chaos, à cette barbarie chaque jour plus présente, le seul espoir pour l'humanité ne réside que dans le prolétariat mondial, seul capable d'opposer une alternative à la destruction de la société par le capitalisme agonisant.

■ Les chars russes dans Bakou ne sont nullement une démonstration de force du pouvoir qui dirige l'URSS ; ils sont au contraire un terrible aveu de faiblesse. Gorbatchev avait promis que désormais les autorités n'emploieraient plus la force armée contre la population : le bain de sang du Caucase signe l'échec total de sa politique de "restructuration". Car ce qui se passe dans cette région n'est que le signe annonciateur des convulsions bien plus considérables encore qui vont secouer et finalement terrasser l'URSS.

L'URSS S'ENFONCE DANS LE CHAOS

En quelques mois, ce pays vient de perdre le bloc impérialiste qu'il dominait jusqu'à l'été dernier. Désormais il n'existe plus de "bloc de l'Est", il est parti en lambeaux en même temps que s'effondraient comme des châteaux de cartes les régimes staliniens qui dirigeaient les "Démocraties populaires". Mais une telle déconfiture ne pouvait s'arrêter là : dans la mesure même où la cause première de la décomposition de ce bloc est constituée par la faillite économique et politique totale, sous les coups de l'aggravation inexorable de la crise mondiale du capitalisme, du régime de sa puissance dominante, c'est dans cette dernière qu'une telle faillite devait nécessairement s'exprimer avec le plus de brutalité.

(SUITE PAGE 2)

Sommaire

SITUATION INTERNATIONALE
. Pologne : Mazowiecki plus fort que Jaruzelski. p.2
. Roumanie :
-Réalité d'une prétendue "révolution populaire" p.3
-Quelle solidarité avec les ouvriers roumains? p.3
. Panama : la plus grande des démocraties massacre. . p.5
. "Devoir d'ingérence" p.5
. Liban, Afghanistan, Cambodge, Somalie, toujours plus de barbarie. p.5
FRANCE
. Effondrement du PCF : on ne le pleurera pas ! p.6
. Chantiers navals de la Ciotat : quelle victoire ? p.6
. La LCR tente de sauver sa peau. p.6

LE STALINISME, ENNEMI MORTEL DU COMMUNISME

(voir page 4)

LE CAPITALISME POURRISSANT ...

(SUITE DE LA PAGE 1)

L'explosion du nationalisme dans le Caucase, les affrontements armés entre azéris et arméniens, les pogroms de Bakou, toutes ces convulsions qui sont à l'origine de l'intervention massive et sanglante de l'Armée "rouge", constituent un pas de plus dans l'effondrement, dans l'éclatement de ce qui constituait, il y a encore moins d'un an, la deuxième puissance mondiale. La sécession ouverte de l'Azerbaïdjan (où même le Soviet suprême local s'est dressé contre Moscou), mais aussi celle de l'Arménie où la rue est tenue par des forces armées qui n'ont rien à voir avec les autorités officielles, ne font que précéder la sécession de l'ensemble des régions qui entourent la Russie. Par l'emploi de la force armée, les autorités de Moscou essayent de mettre un terme à un tel processus dont la sécession "en douceur" de la Lituanie, et les manifestations nationalistes en Ukraine de ces derniers jours annoncent les prochaines étapes. Mais une telle répression ne peut, au plus, qu'en retarder quelque peu les échéances. A Bakou, déjà, sans parler des autres villes et de la campagne, la situation est loin d'être sous contrôle des autorités centrales. Si, jusqu'à présent, ce n'était qu'une partie de la population qui s'était mobilisée activement contre la tutelle de la Russie, l'arrivée des chars et les massacres ont soudé l'ensemble des azéris contre l'"occupant". Les arméniens ne sont plus les seuls à craindre pour leur vie : les populations russes d'Azerbaïdjan risquent maintenant de payer pour cette opération militaire. Celle-ci a d'ailleurs eu comme première conséquence de favoriser l'ouverture de négociations entre les nationalistes azéris et les nationalistes arméniens. Face au "gendarme" on met de côté ses querelles pour opposer un front commun. De plus, les autorités de Moscou n'ont pas les moyens d'employer partout la même méthode de "maintien de l'ordre". D'une part, les azéris ne représentent qu'un vingtième de la totalité des populations non russes qui peuplent l'URSS. On se demande avec quels moyens, par exemple, le gouvernement de ce pays pourrait mettre au pas les 40 millions d'ukrainiens. D'autre part, les autorités ne peuvent compter sur l'obéissance de l'Armée "rouge" elle-même. Dans celle-ci, les soldats appartenant aux différentes minorités qui aujourd'hui réclament leur indépendance sont de moins en moins disposés à se faire tuer pour garantir la tutelle russe sur ces minorités. En outre, les russes eux-mêmes rechignent de plus en plus à assumer ce genre de travail. C'est ce qu'ont démontré des manifestations comme celle du 19 janvier à Krasnodar dans le Sud de la Russie dont les slogans montraient clairement que la population n'est pas prête à accepter un nouvel Afghanistan, manifestations qui ont contraint les autorités à libérer les réservistes mobilisés quelques jours auparavant.

En fait, le même phénomène qui a conduit il y a quelques mois à l'explosion de l'ancien bloc russe, se poursuit aujourd'hui avec l'explosion de son chef de file. De même que les régimes staliniens eux-mêmes, le bloc de l'Est ne tenait en place que par la terreur, par la menace, plusieurs fois mise à exécution, d'une brutale répression armée. Dès lors que l'URSS, du fait de son effondrement économique, n'a plus eu les moyens d'une telle politique, son empire s'est immédiatement disloqué. Mais cette dislocation portait dans son sillage celle le l'URSS puisque ce pays est lui-même constitué par une mosaïque de nationalités sous la tutelle de la Russie. Le nationalisme de ces minorités, dont l'impitoyable répression stalinienne n'avait fait qu'empêcher les manifestations ouvertes, mais qui s'était encore accru du fait même de cette répression et du silence auquel il était condamné, s'est déchaîné dès qu'il est apparu, avec la "pérestroïka" gorbatchévienne, que s'éloignait la menace de la répression. Aujourd'hui cette répression est à nouveau à l'ordre du jour mais il est désormais trop tard pour faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. La pérestroïka était une tentative pour permettre, avec l'introduction d'un certain nombre de normes "classiques" du capitalisme, comme le marché, de garder hors de l'eau la tête d'une économie capitaliste stalinienne en complète faillite. Mais ses mesures économiques n'ont fait que créer un chaos plus grand encore. De même, les mesures politiques qui l'accompagnaient n'ont permis aucun renforcement du pouvoir central qu'elles visaient pourtant. Elles ont au contraire ouvert la boîte de Pandore d'où s'échappent maintenant toutes les contradictions qui n'avaient fait que s'accumuler sous le silence forcé. Ainsi, Gorbatchev, qui prétendait avoir tiré un trait sur son passé d'apparatchik stalinien spécialiste de la terreur (n'est-il pas un ancien dirigeant du KGB ?), qui voulait faire croire que le sang qu'il avait sur les mains avait été lavé par ses mesures de "démocratisation", en est réduit aujourd'hui à s'appuyer de nouveau sur la répression sanglante. Mais cette fois, cela ne sert plus à grand chose. Comme sur la situation économique, lui et son parti ont perdu tout contrôle sur la situation politique. La seule chose que sa "pérestroïka" ait permise, c'est encore moins de biens sur les étalages des commerces, encore plus de misère et, en outre, la libération des pires sentiments chauvins et xénophobes, les pogroms et les massacres de tous ordres.

Et ce n'est qu'un début, le chaos qui règne dès à présent en URSS ne peut que s'aggraver car le régime qui gouverne encore ce pays, de même que l'état de son économie, n'offrent aucune perspective. La "pérestroïka, c'est-à-dire la tentative d'adapter "à petits pas" un appareil économique et politique paralysé face à l'aggravation de la crise mondiale, démontre chaque jour plus sa faillite. Le retour à la situation passée, le rétablissement de la centralisation complète de l'appareil économique et de la terreur de la période stalinienne ou brejnévienne, même s'il est tenté par un sursaut des secteurs "conservateurs" de l'appareil, ne pourra rien résoudre. Ces méthodes ont déjà fait faillite puisque la pérestroïka partait justement du constat de cette faillite. Depuis, la situation n'a fait que s'aggraver sur tous ces plans à une échelle considérable. La résistance encore très forte d'un appareil bureaucratique qui voit s'écrouler sous ses pieds les bases mêmes de son pouvoir et de ses privilèges ne pourrait aboutir qu'à de nouveaux bains de sang sans permettre pour autant de surmonter le chaos. Enfin, l'établissement de formes plus classiques de la domination capitaliste, autonomie de gestion des entreprises, introduction de critères de compétitivité liés au marché, même s'il constitue de toutes façons la seule "perspective", ne peut, dans l'immédiat, qu'aggraver le chaos de l'économie. On peut voir à l'heure actuelle en Pologne les conséquences d'une telle politique : 900 % d'inflation, montée irrépressible du chômage et paralysie persistante des entreprises (voir l'article ci-dessous). Quelle que soit la politique qui sortira des instances dirigeantes du parti communiste de l'URSS, quel que soit le successeur éventuel de Gorbatchev, le résultat ne saurait être très différent, la perspective pour ce pays est celle de convulsions croissantes dont celles d'aujourd'hui ne nous donnent qu'une petite idée : famines, massacres, règlements de compte armés entre fractions de la Nomenklatura et entre populations saoûlées par le nationalisme. C'est avec une épouvantable barbarie que le stalinisme avait établi son pouvoir sur le cadavre de la Révolution communiste d'octobre 1917, victime de son isolement international. C'est dans la barbarie, le chaos, le sang et la boue que ce système agonise aujourd'hui.

LA SOLLICITUDE DE L'OUEST "DEMOCRATIQUE"

Au chevet du stalinisme agonisant on voit aujourd'hui accourir tous les grands défenseurs de la "Démocratie" occidentale de Mitterrand à Bush en passant par Jean-Paul II. Une telle sollicitude n'est pas chose nouvelle. Avant que l'URSS ne devienne "l'Empire du mal", en fait le chef de file du bloc impérialiste rival de celui dominé par les Etats-Unis, les démocraties d'Occident s'étaient déjà penchées avec bienveillance sur le berceau du stalinisme. Il s'agissait alors d'apporter tout le soutien nécessaire au régime qui était le fer de lance de la contre-révolution contre la classe ouvrière en URSS et dans le reste du monde (voir RI n°185). Aujourd'hui, puisque le bloc impérialiste dirigé par l'URSS n'existe plus, les démocrates d'Occident n'ont plus les mêmes problèmes de conscience face aux hautes oeuvres de l'Armée "rouge" qu'en 68 (intervention en Tchécoslovaquie) ou en 79 (Afghanistan). Et cette solidarité n'est pas feinte. Les gouvernements d'Occident savent ce qu'ils font. Ils ont conscience que les calamités qui s'abattent sur l'URSS sont contagieuses et que cette contagion, tel le nuage radio-actif de Tchernobyl, ne connaît pas les frontières. En effet, si l'effroyable chaos dans lequel s'enfonce l'URSS, et qui va se répercuter sur les ex-Démocraties populaires, est la conséquence des caractéristiques particulières des régimes staliniens, il exprime plus généralement, le phénomène général de décomposition dans lequel s'enfonce de plus en plus l'ensemble de la société capitaliste, à l'Est et à l'Ouest, au Nord et au Sud. Ce phénomène, que nous avons déjà analysé dans notre presse (voir RI n°172 et Revue Internationale n°57) se manifeste notamment par l'incapacité croissante de la part de la bourgeoisie et de son Etat à contrôler les différents aspects de la vie de la société. Et même si la bourgeoisie des pays occidentaux avancés est encore loin de se trouver dans un état d'impuissance comparable à celui de la bourgeoisie de l'Est, même si elle n'est pas confrontée à un chaos semblable, elle se rend compte de plus en plus que s'amenuise sa capacité à faire face à la destabilisation générale que porte avec elle le chaos qui se déchaîne près de ses frontières. C'est pour cela qu'elle apporte tout son soutien aux opérations de "maintien de l'ordre" du gouvernement de l'URSS, même si elle ne peut pas intervenir plus directement justement du fait des difficultés croissantes que le phénomène de décomposition provoque en son sein.

SEUL LE PROLETARIAT PEUT SORTIR L'HUMANITE DU CHAOS

Ainsi la bourgeoisie tant à l'Ouest qu'à l'Est ne peut offrir qu'un chaos croissant à mesure que s'aggrave la crise de son économie. De ce chaos, il ne peut rien sortir sinon, en fin de compte, la destruction de l'humanité. De même, ce chaos, même s'il affaiblit l'ensemble de la bourgeoisie, ne peut pas, par lui-même, favoriser la lutte du prolétariat, offrir un terrain au développement de celle-ci.

Ainsi aujourd'hui, à Bakou, les ouvriers de ce grand centre industriel sont complètement prisonniers du nationalisme, de la xénophobie et même des mystifications religieuses, alors qu'au début du siècle, la classe ouvrière de cette même ville faisait partie de l'avant-garde du prolétariat de l'empire russe. Ce qui se passe aujourd'hui à Bakou donne une idée de la régression qu'a subie la classe ouvrière, non seulement dans cette région, mais dans l'ensemble de l'URSS et des pays de son ancien bloc où, tout au long des convulsions qui ont conduit à l'effondrement de ce bloc, nous n'avons vu à aucun moment, à la seule exception de la grève des mineurs de l'été dernier en URSS, s'exprimer les ouvriers sur leur terrain de classe. Nous voyons à quel point les manifestations extrêmes de la décomposition de la société bourgeoise peuvent engloutir la classe ouvrière et sa conscience. Ces événements montrent aussi à quel point le stalinisme a empoisonné la conscience des hommes et des ouvriers là où il dominait. Il a laissé derrière lui un tissu social qui aujourd'hui se défait de partout, ouvrant la porte au "chacun pour soi", à la xénophobie, à la loi des cliques armées. Il a réussi à faire vomir par les ouvriers l'idée-même de la révolution prolétarienne dont se réclame, de façon frauduleuse, son idéologie.

Ainsi les événements qui se produisent aujourd'hui en Azerbaïdjan constituent pour le prolétariat mondial une mise en garde et un appel. Une mise en garde contre toutes les menaces que fait peser la décomposition du capitalisme sur l'ensemble de la société et sur la classe ouvrière. Un appel aux ouvriers des pays où cette décomposition n'a pas réussi jusqu'à présent à les projeter hors de leur terrain de classe, les pays centraux de l'Occident industriel, à se regrouper, à serrer les rangs sur ce terrain par la lutte contre les attaques économiques de plus en plus brutales que déchaîne la bourgeoisie. C'est la condition pour résister contre l'engloutissement dans le chaos croissant du capitalisme moribond, le seul moyen pour présenter une autre alternative à la société : le renversement de ce système barbare.

FM (27-1-90)

Chômage, misère, pénurie en Pologne ...

MAZOWIECKI, PLUS FORT QUE JARUZELSKI CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

■ Rien d'étonnant à ce que le gouvernement du très "démocrate Mazowiecki" et son chantre Walesa n'aient cessé, ces derniers temps, d'exhorter les ouvriers au calme et à la patience. Car, loin de s'améliorer, leurs conditions de vie empirent au contraire à vitesse grand V.

Difficile pourtant d'imaginer une situation plus catastrophique que celle qui prévalait lorsque les staliniens tenaient encore le haut du pavé en Pologne : queues interminables pour un morceau de viande qu'ici on oserait à peine donner au chien, pas de lait pour les nourrissons, pansements plusieurs fois utilisés dans les hôpitaux..., la classe ouvrière semblait bien avoir déjà connu le pire...

Pourtant, tout cela n'était rien encore si l'on compare cette situation à celle qui lui est imposée aujourd'hui. Les faits sont là, montrant qu'après celles de l'été, les mesures prises aujourd'hui par ces chantres du libéralisme à l'occidentale condamnent purement et simplement les ouvriers polonais à une situation où la famine ne sera plus l'exception mais la règle. Pudiquement baptisé "programme de libéralisation", le programme d'austérité entré en vigueur dès le 1er janvier se traduit, entre autres, par de nouvelles hausses de prix : poissons crus et en conserve (+ 100 %), médicaments (+ 100 à 800 %), meubles (+ 1400 %)... Et on comprend en quoi la situation tourne au cauchemar lorsqu'on sait que cet été un kilo de pêches coûtait déjà... 4 000 F. et qu'un ouvrier doit aujourd'hui fournir une heure de travail pour acheter 4 oeufs !!

Enfin, l'hiver n'étant pas particulièrement clément en Pologne, on imagine combien celui-ci va compter parmi les plus effroyables que la classe ouvrière ait jamais connu lorsqu'on sait que les prix du chauffage, de l'électricité, de l'eau chaude ont été carrément multipliés par 5 ou 7.

Et pourtant, soyons-en sûrs, cela n'est qu'un début : à l'inflation qui a dépassé 1 000 % au début de l'année interdisant d'ores et déjà à une majorité d'ouvriers l'accès au marché noir, vient s'ajouter le chômage, qui s'annonce de plus en plus massif. Alors que 400 000 licenciements sont déjà prévus dans l'immédiat, ce sont, de l'aveu même des experts du gouvernement de Solidarité, près de 5 millions d'ouvriers qui devront être licenciés dans les toutes prochaines années.

Nos démocrates et syndicalistes au pouvoir n'ont assurément rien à envier à leurs prédécesseurs staliniens quant à la férocité des attaques anti-ouvrières : en fait, comme l'immense majorité de ces travailleurs licenciés n'ont aucune chance de retrouver un emploi, c'est tout simplement à la famine que le gouvernement les condamne, eux et leur famille. Les soupes populaires généreusement octroyées aujourd'hui et les indemnités de chômage (75 % du salaire les 3 premiers mois, 40 % ensuite) prévues par le gouvernement en disent long à ce sujet.

Si l'attaque capitaliste est particulièrement féroce en Pologne, elle est cependant loin de faire figure d'exception. Plus encore, elle indique l'avenir à l'ensemble des pays de l'Est. Déjà, dans la "très libérale et très démocratique" Hongrie, le chômage commence à exercer ses ravages tandis que les prix commencent aussi à grimper de façon vertigineuse (plus 40 % en 48 heures). S'il est vrai que les magasins y sont beaucoup mieux achalandés, ce qui s'y trouve est tellement inaccessible pour les ouvriers qu'ils doivent se contenter de... viande pour animaux et de pattes de poulet !!

Contrairement donc au répugnant mensonge sur l'avenir "radieux" promis aux peuples de l'Est, contrairement au non moins répugnant mensonge sur la soi-disant "générosité" de la bourgeoisie occidentale, la situation en Pologne nous montre que ce qui attend la classe ouvrière à l'Est, c'est l'enfer qui règne dans les pays du "tiers-monde".

La classe ouvrière ne peut que se battre si elle ne veut pas crever de faim, comme elle a d'ailleurs commencé à le faire dans les mines et les postes en Pologne. Mais pour pouvoir réellement se défendre, elle doit se garder comme la peste de soutenir une fraction ou une autre de la bourgeoisie car la "démocrate" comme la stalinienne s'entendent comme larrons en foire (la connivence entre Jaruzelski et Walesa n'est plus à démontrer) pour l'exploiter toujours plus férocement au nom du sacro-saint intérêt de l'économie nationale et... du capitalisme.

N.
(19.01.90)

ROUMANIE REALITE ET PERSPECTIVE D'UNE "REVOLUTION DEMOCRATIQUE"

■ "Le tyran abattu par le peuple", "une exemplaire révolution populaire", "l'étonnante maturité d'un peuple en révolte contre la tyrannie" (Mitterrand).. Voilà comment, sur les cadavres encore chauds de Timisoara et de Bucarest et alors que les affrontements entre fractions militaro-policières rivales continuaient à faire rage dans la plupart des villes, fauchant et massacrant des populations civiles désarmées, les médias et les dirigeants occidentaux, Mitterrand en tête, nous ont présentés les événements sanglants de Roumanie. A les entendre on avait à faire à une authentique révolution de la rue, à la révolte spontanée d'un peuple tout entier qui, se levant au nom de la démocratie, aurait en quelques jours réduit à l'impuissance l'Etat stalinien, déstabilisé l'armée qui serait passée "du côté des insurgés" et abattu le pouvoir de ses bourreaux. Au service de ce tableau "exemplaire", on a eu droit à un déchaînement incroyable d'images télévisées, donnant l'impression d'un puissant soulèvement de la rue, flattant "le courage exemplaire de ces roumains prêts à mourir pour la démocratie" et accréditant la thèse d'une authentique prise de pouvoir révolutionnaire -démocratique bien sûr- par un peuple en armes, ou presque.

DERRIERE LE MENSONGE DE LA "REVOLUTION DEMOCRATIQUE", LA REALITE D'UN PUTSCH MILITAIRE

Il n'aura pas fallu longtemps pour qu'on apprenne à quel point la bourgeoisie est capable de donner un faux sens à ses images ! Quinze jours à peine après la prise du pouvoir par le désormais célèbre Comité du Front de Salut National, le fameux "soulèvement populaire" de Bucarest apparaît au grand jour pour ce qu'il est : un vulgaire putch militaire de république bananière ! La nouvelle équipe qui a pris le pouvoir à Bucarest préparait son coup depuis 6 mois, avec le soutien de l'armée et de Gorbatchev, mais aussi des puissances occidentales.

Le dernier bastion stalinien en Europe de l'Est, le plus haï de tous, et qui ne survivait plus que par une terreur toujours plus féroce, n'en avait plus pour longtemps à vivre. L'effondrement du bloc impérialiste russe, qui n'a plus les moyens de soutenir les régimes qu'il avait mis en place en Europe de l'Est, condamnait le pouvoir de Ceaucescu à être balayé à son tour. Et plus ce dernier s'accrochait au pouvoir, plus il risquait en tombant d'emporter avec lui des secteurs entiers de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie roumaine. Celle-ci n'a fait que se donner les moyens de sauver sa peau en organisant elle-même la chute du tyran.

C'est au sein même de l'appareil du parti, y compris parmi les anciens -et même moins anciens- collaborateurs de Ceaucescu et surtout au sein du secteur le plus solide et le moins décomposé de l'Etat, l'armée, que tout a été mis en place : le futur gouvernement, l'état-major militaire de l'"insurrection", tout cela avec le soutien de l'intelligentsia universitaire qui fera jouer la troupe de ses étudiants le moment venu et apportera sa caution "dissidente" et "démocratique" au nouveau pouvoir.

Il ne restait plus qu'à attendre la meilleure occasion pour déclencher les opérations. Celle-ci sera fournie aux comploteurs avec la répression féroce par l'armée elle-même des manifestations de Timisoara et la colère qu'elle déclenche dans la population. Le 20 décembre, lors du fameux discours de Ceaucescu, Petre Roman, intellectuel de choc pro-occidental et ancien stalinien, à qui on a promis un poste de choix dans le nouveau gouvernement, lance ses trublions étudiants, dont les huées contre le dictateur vont servir de détonateur à l'"insurrection". Tout se déroule alors à une vitesse incroyable où les événements s'enchaînent avec une logique bien orchestrée. En quelques heures, on apprend que l'armée a soi disant "tourné casaque". En fait l'état-major militaire, celui-là même qui quelques jours auparavant avait organisé l'écrasement dans le sang des émeutes de Timisoara, ne fait qu'appliquer son plan : s'appuyer sur la colère de la population qui commence à descendre dans la rue et l'exploiter pour son propre compte. Dans la plupart des villes, où la rue est transformée en terrain d'affrontements entre deux pouvoirs militaires rivaux, celui des putschistes et celui de la Securitate restée fidèle à Ceaucescu, la population est prise en étau.

Entre temps et dans les coulisses, s'est organisée la révolution de palais. Ceaucescu a disparu. Il est retrouvé miraculeusement quelques jours plus tard et "arrêté". En fait, on sait maintenant qu'il avait été tout simplement mis à l'abri par les auteurs du complot dans un blindé de l'armée et conservé caché tant que sa pseudo-fuite servait les desseins des militaires putschistes. Ensuite ce témoin gênant, qui n'aurait pas hésité pour sauver sa peau à dénoncer la supercherie de ses bourreaux, devait être éliminé au plus vite. Le montage grossier de son procès, qui servira à faire du tyran un bouc émissaire idéal, sera organisé surtout de manière à l'empêcher de parler et de dénoncer dans ses juges ses propres complices dans l'exploitation féroce et les massacres perpétrés contre la population roumaine.

Très vite aussi, le premier organe du pouvoir pris en mains par les putschistes et tandis que les combats continuent à faire rage, est comme par hasard la télévision qui va devenir l'outil essentiel de la stratégie des militaires dans l'embrigadement de la population. Une débauche d'images est déversée dans les chaumières, excitant la haine populaire avec des révélations sur le luxe pompier dans lequel vivait la famille Ceaucescu et surtout avec des images atroces de charniers et de cadavres. Là encore pour mieux attiser la colère générale et appeler la population à se ranger derrière les nouveaux chefs du pouvoir contre la Securitate, on n'hésitera pas à mettre sur pied des mises en scènes répugnantes, construites de toutes pièces avec des cadavres bidon récupérés dans les morgues -sur lesquels on voit encore les cicatrices des autopsies- et qui sont présentés comme des victimes de la férocité sadique de la Securitate.

C'est encore à la télévision qu'on verra apparaître soudain ce "comité du front de salut national", soi-disant spontané et issu du peuple, qui se proclame le nouveau gouvernement de la Roumanie, et qui n'est autre que l'état-major du complot, constitué depuis des mois. Ce sont ces images de la télévision roumaine qui ont été diffusées avec la même débauche sur toutes les télévisions du monde, où partout la bourgeoisie apportait ainsi son soutien sans faille à la nouvelle clique et utilisait les événements pour alimenter ses campagnes répugnantes à la gloire de "la démocratie retrouvée".

Dans cette soi-disant "révolution", la population n'a été qu'un pion, manipulé, massacré et embrigadé derrière une fraction de la bourgeoisie contre une autre, se disputant le pouvoir sur les décombres du stalinisme.

LA PROMESSE DE PERSPECTIVES DRAMATIQUES POUR LA CLASSE OUVRIERE

Et loin d'avoir "gagné la liberté", comme on veut nous le faire croire, c'est encore le pire qui attend la population et la classe ouvrière en Roumanie. Derrière l'"ordre et la stabilité retrouvés", se dessinent déjà de nouveaux soubresauts et la continuation du chaos. La nouvelle clique au pouvoir a déjà commencé à s'entredéchirer. Les révélations qui se font jour sur les dessous de cette prétendue "révolution" et sur le fait que les cadres staliniens sont restés en place, sont utilisées aujourd'hui par une fraction de la bourgeoisie roumaine qui vise à éliminer l'autre, en l'occurence les secteurs qui sont le plus attachés au maintien des privilèges de l'appareil stalinien. Là encore avec toute la campagne sur la tenue et la date des élections ou sur la mise hors-la-loi ou pas du parti stalinien, la bourgeoisie roumaine s'emploie à embrigader une fois de plus la classe ouvrière dans la défense d'une fraction bourgeoise contre une autre, en utilisant les illusions très fortes qui pèsent dans la population sur la démocratie et le modèle occidental d'exploitation capitaliste. Là encore la classe ouvrière risque de payer le prix fort si elle se laisse entraîner sur ce terrain.

Car la réalité de la férocité de l'exploitation capitaliste en Roumanie, elle, n'a pas désarmé. Bien au contraire, le nouveau pouvoir a commencé à montrer qu'il sait faire aussi bien et même mieux que Ceaucescu dans ce domaine. Le temps des premiers jours où les magasins de Bucarest avaient été réapprovisionnés est déjà oublié, à nouveau la pénurie et la disette règnent dans toutes les villes. Et le gouvernement a donné le ton : *"Il faut que chacun, ouvrier, technicien et paysan, fasse preuve de patriotisme, retrousse ses manches et se remette au travail"*, *"Il n'est pas possible d'augmenter les salaires"*. Comme en Pologne, en Hongrie et tous ces pays "libérés", les ouvriers doivent s'attendre à encore plus de misère, avec un développement effroyable de l'inflation et du chômage. Et la classe ouvrière n'a pas d'illusion à se faire sur les prétendues bonnes intentions de ce gouvernement si démocrate. Si elle refuse les sacrifices imposés et veut résister sur son terrain de classe, le CFSN lui réserve le même sort que sous Ceaucescu.

Les événements de Roumanie ne font que révéler cruement la barbarie croissante qui attend la classe ouvrière des pays de l'Est, où l'effondrement du stalinisme n'a pas fini de se faire dans la boue et le sang, comme le montre en URSS-même l'horreur qui se déchaîne aujourd'hui dans le Caucase. Qu'elle se laisse entraîner sur le terrain du nationalisme ou sur celui de défense de la démocratie, qui ne sont que deux faces d'une même dictature bourgeoise, il n'y aura pour elle que plus de misère et de mitraille.

PE

NON AU PIEGE DES "CAMPAGNES HUMANITAIRES" ! LA SOLIDARITE DE CLASSE, C'EST LA LUTTE

■ Les événements sanglants de Roumanie à la fin décembre 89, ont encore été l'occasion pour la bourgeoisie de déchaîner une gigantesque campagne "humanitaire". Une fois encore toute la bourgeoisie "démocratique" nous a joué le grand jeu de la "solidarité" au nom des "droits de l'homme", de la défense des "libertés", de la lutte contre la "dictature" et l'"oppression". A côtés des images d'horreur montrant en gros plan ces corps sauvagement mutilés par la Securitate, on a étalé à longueur d'émissions télévisées la "générosité" des démocraties occidentales, de tous ces pays du "monde libre", organisant frénétiquement des convois "humanitaires", des collectes, débloquant des crédits pour le "peuple roumain", envoyant des équipes médicales sur place secourir les victimes des dernières convulsions de ce régime sanguinaire. Partout, on a appelé les populations à se mobiliser derrière leur gouvernement pour faire oeuvre de "solidarité" avec la Roumanie.

Et dans cette gigantesque campagne internationale, l'Etat français s'est trouvé aux avant-postes de tout ce remue-ménage. Dumas, Kouchner, Fabius, Stasi, ont été les premiers hommes de la bourgeoisie mondiale à se rendre en Roumanie, les premiers à aller sur place apporter leur "soutien" à la "révolution populaire roumaine". Toute la classe politique bourgeoise de droite comme de gauche, s'y est mise, chacun tentant de se faire mousser au maximum, de se montrer plus "démocrate", plus "philanthrope" que les autres. Tous, du PCF au RPR, en passant par le PS, sont venus, avec leur petite obole, à la rescousse de cette population victime de la tyrannie d'un régime qu'ils n'ont cessé d'encenser pendant des années, lorsque Ceaucescu et ses acolytes avaient droit aux honneurs de la diplomatie française. Aujourd'hui que le vent tourne, nos hommes politiques découvrent subitement les horreurs du stalinisme, y compris le PCF qui, trois mois à peine après sa participation au dernier congrès du PC roumain, trouve maintenant que "c'est un scandale" !

Mais l'hypocrisie de tous nos démocrates qui versent des larmes de crocodiles sur les victimes de la barbarie stalinienne ne s'arrête pas là. Les grands principes "humanitaires", les oeuvres de charité des gouvernements démocratiques ont toujours été le masque avec lequel la bourgeoisie a de tous temps recouvert sa dictature de classe. Il suffit de se souvenir d'un autre Noël de triste mémoire, celui de l'année 81, où on a vu cette même bourgeoisie occidentale organiser, le "coeur sur la main", ces mêmes collectes, ces mêmes convois "humanitaires" pour la Pologne au moment de l'instauration de l'état de guerre dans ce pays, alors que le coup de force de Jaruzelski avait justement été permis grâce à la participation active de tous les Etats "démocratiques" à la création du syndicat Solidarnosc, lequel allait désarmer les ouvriers polonais et les livrer pied et poings liés à la répression.

Lorsque la classe ouvrière ne constitue pas une menace pour la bourgeoisie mondiale, lorsqu'elle est muselée comme en Pologne, lorsqu'elle est embrigadée, enchaînée derrière la défense d'une fraction bourgeoise contre une autre comme en Roumanie, les démocraties occidentales n'hésitent jamais à déchaîner leurs sordides campagnes de "solidarité", à organiser de véritables rackets en appelant la population des pays "démocratiques" à participer aux bonnes oeuvres de leurs gouvernements.

Tout ce battage n'est qu'une sinistre mascarade car ces démocraties au coeur si tendre n'ont pas toujours fait preuve dans le passé d'une telle philanthropie lorsque la classe ouvrière menaçait gravement l'ordre capitaliste. Faut-il en effet rappeler que ce sont ces mêmes Etats "démocratiques" qui, en 1920, ont établi un cordon sanitaire autour de la Russie des soviets, qui ont organisé un blocus économique autour du premier bastion de la révolution prolétarienne, empêchant toute solidarité ouvrière, tout envoi d'aliments de première nécessité alors que ce pays était frappé par une terrible famine. Ces mêmes "démocraties", qui pleurnichent aujourd'hui sur les morts de Timisoara et de Bucarest, n'avaient éprouvé alors aucun scrupule à laisser ainsi froidement crever de faim des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. Voilà ce que recouvrent, en vérité, ces grands élans de "solidarité", cette touchante "compassion" des gouvernements "démocratiques" : l'infâmie, le cynisme et l'hypocrisie sans borne de la classe dominante !

Cette campagne tapageuse orchestrée par les gouvernements occidentaux ne vise en réalité qu'un seul objectif : outre leur soutien à la fraction gorbatchévienne de la bourgeoisie roumaine, il s'agit surtout d'appeler la population, et notamment la classe ouvrière, à resserrer les rangs derrière l'Etat "démocratique", afin de dévoyer et dénaturer la véritable solidarité ouvrière. Face à la répression et aux massacres, il est évident que le prolétariat mondial ne peut rester indifférent. Oui, les ouvriers du monde entier doivent être solidaires de leurs frères de classe de Roumanie, victimes non seulement de la barbarie stalinienne mais aussi des mystifications démocratiques. Mais cette solidarité, ce n'est certainement pas celle qui consiste à participer à toutes les opérations "SOS Roumanie" orchestrées, sous la houlette des gouvernements occidentaux, par les municipalités, les organisations caritatives et humanitaires de toutes sortes, les cercles d'intellectuels, de sportifs, d'artistes et autres porte-drapeaux de la petite-bourgeoisie bien-pensante.

La vraie solidarité ouvrière, c'est la solidarité de classe que les prolétaires des pays "démocratiques" ne peuvent témoigner qu'en continuant à développer le combat sur leur propre terrain contre toutes les attaques dont ils sont eux-mêmes victimes, contre la misère et l'austérité croissantes, contre la dégradation de toutes leurs propres conditions d'existence. Ce n'est que par leurs propres luttes que les ouvriers des pays d'Europe occidentale pourront montrer à ceux de Roumanie, et de tous les pays de l'Est, la véritable nature de l'Etat démocratique. Un Etat qui, lui aussi, ne peut offrir aux masses exploitées qu'une misère et une barbarie de plus en plus effroyables.

Seuls les combats de classe du prolétariat des pays occidentaux, en dévoilant ouvertement le mensonge de l'Occident "démocratique" et "prospère", permettra aux ouvriers des pays de l'Est de prendre conscience que le stalinisme et la démocratie sont les deux faces d'un même système mondial d'oppression et de terreur.

Seule cette solidarité dans la lutte et par la lutte, peut ouvrir le chemin de l'unification mondiale de la classe ouvrière et de ses combats. Elle seule peut préparer le renversement de ce système moribond et barbare, et mettre un terme définitif aux massacres, à l'oppression et à la misère.

Avril

LE STALINISME, ENNEMI MORTEL DE LA REVOLUTION COMMUNISTE

■ Jusque dans sa mort, le stalinisme continue à servir le capitalisme comme il n'a jamais cessé de le servir tout au long des soixante et quelques années de son existence.

Une nuée de charognards se précipite aujourd'hui autour de son cadavre puant et parmi ceux-ci, les pires fripouilles, les plus pourris d'entre les pourris, les Revel, Kahn, July, Daniel et consorts, idéologues professionnels les plus représentatifs de l'hexagone, serviles passe-plats comme de coutume de toutes les fractions de la bourgeoisie "libérale" et "démocratique" ne lésinent pas sur les moyens pour proclamer *"la fin, la mort du communisme"*. Ils se font les publicistes médiatiques les plus braillards et les plus véhéments d'une campagne idéologique déchaînée qui exploite odieusement les plus atroces convulsions de la décomposition en Europe de l'Est -en particulier les événements et les massacres perpétrés en Roumanie- pour "prouver" à travers la faillite et l'écroulement brutal du stalinisme, que *"le ver était dans le fruit"*, que la terreur, la dictature inhérentes aux régimes staliniens étaient bel et bien contenues dans le programme de Lénine et des Bolchéviks, dans le marxisme, et qu'elles sont présentes dans toute tentative d'émancipation du prolétariat, bref, que le stalinisme ne peut représenter autre chose qu'une continuité logique, un héritage direct de la révolution prolétarienne d'Octobre 1917.

Ces exorcistes des temps modernes, usant à tout va de leur plume dégoulinante de venin, retrouvent aujourd'hui, en jouant les grands inquisiteurs, des accents de haine implacable et un acharnement envers la révolution prolétarienne et le communisme comparables à l'hystérie qui s'était emparée de la presse bourgeoise occidentale lorsqu'éclata la révolution d'Octobre qui suscita une si immense frayeur et hanta tellement les esprits mesquins de tous les exploiteurs.

Sous le titre-choc de "l'Evénement du Jeudi" du 28.12.89, "Dracula était communiste", c'est l'image éculée du "bolchévik au couteau entre les dents" que la bourgeoisie fait ressurgir. D'autres ont recours à des procédés plus retors qui rappellent étrangement les perfides assertions de l'époque cherchant à faire passer Lénine pour un agent provocateur à la solde de l'impérialisme allemand. Telle est, par exemple, la diatribe fielleuse d'un J.F Revel dans "Le Point" du 25.12 sur "la mort historique de Lénine" qui se résume à une longue suite d'affirmations crapuleuses pour discréditer tous les soi-disant "projets machiavéliques de Lénine" : *"La décomposition avérée ou imminente du communisme à la fois en tant que mode de gouvernement* (sic !) *et que conception du monde ne nous permet guère d'hésiter sur l'homme que nous devons sacrer grand mort historique de l'année, lauréat hors concours de la plus colossale faillite planétaire des temps modernes, peut-être de tous les temps (...). En vain, tous les disciples et imitateurs dirigent-ils sur eux-mêmes abusivement la lumière noire de l'échec absolu. C'est à Lénine seul que revient la paternité "objective" de la formule infaillible qui devait y conduire. Ses successeurs n'ont fait que l'appliquer (...). En vain, l'orgueil des copistes rattache-t-il à de prétendues déviations de leur cru un long chapelet de catastrophes dont l'encrage initial remonte à la féconde matrice léniniste d'origine. Un caractère frappant du soviétisme est d'avoir réalisé point par point pendant 70 ans le contraire exact de ce qu'il annonçait et prétendait faire. Or c'est là l'essence du léninisme"*. A "l'appui" de ce torrent de vomissures, quelques citations tronquées que le bonimenteur-maison se garde d'étayer par des références et de donner les sources. Nos immondes pisse-copies patentés du capital ne sauraient reculer devant aucune bassesse, aucune calomnie !

L'UNIVERS DU GRAND MENSONGE, C'EST LE CAPITALISME

Ces canailles savent bien que c'est eux qui perpétuent depuis plus de 50 ans et propagent à l'heure actuelle le plus grand et le plus répugnant mensonge, non seulement du siècle mais aussi de toute l'histoire de l'humanité, l'identification monstrueuse du communisme à sa plus totale négation, le stalinisme. Cela n'est pas nouveau. Cette gigantesque mystification idéologique s'est imposée à travers la plus effroyable contre-révolution de son histoire qu'ait traversé et subi la classe ouvrière à la suite de l'écrasement et de la défaite de la révolution prolétarienne au niveau mondial. Cette formidable duperie a été édifiée par toute la bourgeoisie directement contre le prolétariat pour l'entraîner, l'enchaîner et l'asservir au triomphe de la contre-révolution, elle est le pur produit d'une falsification éhontée et délibérée de la réalité historique.

Mais la victoire définitive du capitalisme sur la révolution prolétarienne et sur la perspective d'une société communiste dont se gargarise la bourgeoisie n'est pour elle que du domaine du fantasme. Plus que jamais, le communisme est l'unique alternative à la barbarie capitaliste pour le prolétariat. Si la propagande bourgeoise sur "la mort du communisme" atteint présentement une telle ampleur, cela correspond à un objectif précis. La bourgeoisie ne cherche qu'à persuader les ouvriers que la révolution prolétarienne, seule perspective de la lutte ouvrière dans laquelle s'est résolument engagé le prolétariat des pays centraux du capitalisme, notamment en Europe occidentale, au cours de ces dernières années, ne peut conduire qu'à la faillite économique et au totalitarisme. Elle vise à miner et affaiblir la conscience de classe par des tentatives pour détourner les prolétaires de la perspective du communisme, pour les dévoyer de leur terrain de classe. C'est avec le plus parfait cynisme que la bourgeoisie mène sa barque alors que l'effondrement irrémédiable du bloc de l'Est et des régimes staliniens n'est pas le produit de la faillite du communisme mais bien la manifestation la plus brutale et la plus édifiante de la faillite générale de l'économie capitaliste.

La véritable préoccupation de la bourgeoisie qui oriente et détermine tout le battage mensonger qu'elle organise transparaît sous la plume d'un de ses idéologues les plus crapuleux, J.F Kahn, dans "l'Evénement du Jeudi" du 28.12.89 qui prétend répondre par avance aux objections soulevées par cette campagne : *"Attention, rétorqueront cependant quelques nostalgiques de la pureté perdue, il ne faut pas confondre le communisme et le stalinisme qui en est la perversion ! Trois mois de chambardements à l'Est ont eu raison de cette illusion : il n'y a pas d'un côté un communisme authentique et de l'autre sa dérive stalinienne. Il y a simplement un stalinisme plus ou moins criminel, plus ou moins dément, disons pour tempérer le propos, plus ou moins civilisé. Le stalinisme n'est pas une excroissance monstrueuse du léninisme. Il en constitue l'autoprotection mécanique... D'où cette évidence : on peut sortir du stalinisme dur par le stalinisme mou mais on ne peut pas sortir du stalinisme par le communisme. L'issue de secours, c'est au mieux la social-démocratie qui l'offre, l'intégrisme nationaliste au pire. Au milieu, s'ouvre l'improbable voie néo-libérale.(...) Où étaient en ces jours de chaos à Bucarest les fils spirituels des assaillants du Palais d'Hiver ? (...) Ils n'ont pu demeurer révolutionnaires qu'en devenant anticommunistes."* Plus hypocrite, tu meurs ! Contrairement à ce que serinent nos trotskystes avec qui un Kahn est en mesure de polémiquer pour mieux noyer le poisson... et les ouvriers dans cette vase visqueuse, le stalinisme n'a jamais été une perversion, une excroissance ou une caricature du communisme. Il n'a rien de commun avec lui, aucun lien de parenté. Il n'existe aucune continuité entre l'Octobre prolétarien et le stalinisme, mais il y a une rupture radicale, complète, un fossé de classe gorgé de sang entre les deux.

LE STALINISME, BOURREAU DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

L'instauration de ce régime de terreur sanguinaire et de barbarie n'a été rien d'autre que la contre-révolution triomphante qui s'est installée comme une véritable chape de plomb sur les ruines de la révolution en Russie avec la défaite au niveau mondial de la première vague révolutionnaire de 1917-23, défaite provoquée grâce à l'union sacrée de toutes les fractions de la bourgeoisie à l'échelle internationale.

NOVEMBRE 1918 : A Berlin, fraternisation entre soldats allemands et prisonniers français.
L'extension en Europe de la révolution russe d'Octobre 17 oblige la bourgeoisie à arrêter la guerre.

FEVRIER 1945 : A Yalta, les brigands impérialistes, Churchill, Roosevelt et Staline se partagent le monde.
La contre-révolution avait ouvert le chemin à la plus effroyable boucherie de toute l'histoire humaine.

C'est l'isolement dramatique du prolétariat en Russie permis par l'écrasement sanglant et décisif de la révolution en Allemagne dont la social-démocratie, à peine intronisée dans les rangs de la bourgeoisie a été le fer de lance, qui a porté le coup mortel au pouvoir des soviets en Russie. La révolution en Russie n'a jamais prétendu être autre chose que le premier pas en direction de la révolution prolétarienne mondiale.

Lénine et les bolchéviks n'ont jamais eu d'autre objectif que celle-ci en toute fidélité au marxisme : *"Ou bien la révolution éclatera dans les pays capitalistes immédiatement ou à brève échéance, ou bien nous sommes perdus"* disait Lénine au lendemain de la victoire d'Octobre 17 (cité par G.Walter, "Lénine" p. 507). De tous temps, depuis sa naissance, l'internationalisme prolétarien a été le premier principe, fondamental et intangible des combats de la classe ouvrière et du programme des révolutionnaires. *"Prolétaires de tous les pays, unissez-vous"* comme *"Les prolétaires n'ont pas de patrie"* qui s'inscrivent en lettres de feu dans "Le Manifeste communiste" de Marx et Engels ont toujours été le cri de ralliement des ouvriers et de leurs organisations révolutionnaires.

C'est ce principe que Lénine et les bolcheviks ont constamment défendu.

C'est ce principe qui a toujours constitué la pierre de touche de l'activité et des luttes du prolétariat parce que toute remise en cause de l'internationalisme prolétarien a toujours été synonyme de rupture avec le camp prolétarien et d'adhésion au camp du capitalisme. Par exemple, dès 1914, l'adhésion des partis de la social-démocratie et de la II° Internationale à la guerre impérialiste derrière leurs bourgeoisies nationales respectives signifiait pour le prolétariat et pour tous les révolutionnaires le passage irréversible avec armes et bagages de la social-démocratie dans le camp de l'ennemi de classe et signait la mort de la II° Internationale. Cette trahison et ce passage définitif dans le camp bourgeois ont été dénoncés et combattus comme tels à longueur de temps par Lénine et les révolutionnaires de l'époque. C'est en étant armé de ce principe essentiel que le prolétariat, en prenant le pouvoir en Russie, a pu contraindre la bourgeoisie à mettre fin au premier carnage impérialiste mondial, appelant les autres prolétaires dans tous les pays belligérants à cesser un combat fratricide qui n'était pas le leur et à transformer cette guerre impérialiste en guerre de classe.

Voilà une réalité bien insupportable pour un Revel qui appelle, bien sur, cela une "contradiction flagrante" : *"Lénine prêche le désarmement pour armer à tour de bras"* ("Le Point", article déjà cité)

L'avenir de la révolution a toujours été clairement lié pour les révolutionnaires, au surgissement de la révolution ailleurs, et notamment dans les pays les plus développés du capitalisme, dans les plus forts et les plus expérimentés bataillons du prolétariat mondial. C'est pour cela qu'en juillet 18, Lénine proclamait hautement devant les ouvriers russes lors de la conférence des comités d'usines : *"Le prolétariat russe a conscience de son isolement révolutionnaire et il voit clairement que sa victoire a pour condition indispensable et prémisse fondamentale, l'intervention des ouvriers du monde entier"* C'est pour cela qu'est née la IIIème Internationale en janvier 19, comme organe indispensable qui devait guider et orienter cette révolution mondiale. C'est pour cela que l'écrasement du prolétariat allemand à Berlin a été ressenti comme une véritable tragédie dès le 1er Congrès de l'IC. Les nouveaux échecs révolutionnaires essuyés ensuite en Hongrie, en Bavière, dans d'autres parties de l'Allemagne..., comme l'incapacité du prolétariat à se soulever dans les pays européens où les bourgeoisies nationales sortaient de la guerre en "vainqueurs" isolaient inexorablement le prolétariat en Russie. Dans une lettre à Clara Zetkin en 1923, Lénine écrivait : *"La première vague de la révolution s'est retirée, la deuxième ne s'est pas encore levée. Il serait dangereux de nous faire des illusions là-dessus"*. Elle n'est pas venue, il ne restait plus à la révolution, russe qu'à être asphyxiée et à s'effondrer de l'intérieur. C'est là qu'intervient précisément le stalinisme, en totale rupture avec la révolution lorsqu'après la mort de Lénine, Staline s'empare des rênes du pouvoir et, dès 1925, met en avant sa thèse de "la construction du socialisme en un seul pays" grâce à laquelle va s'installer dans toute son horreur la contre-révolution.

Dès lors, l'URSS n'a plus de "soviétique" que le nom. Non seulement le mot d'ordre de toute la période révolutionnaire : *"Tout le pouvoir aux soviets"* est abandonné et banni, mais la dictature du prolétariat, à travers le pouvoir des conseils ouvriers qui avait été le moteur et l'âme de la révolution et qui révulse et chagrine si fort nos chers "démocrates" d'aujourd'hui déplorant qu'on *"prétende respecter la volonté des masses"* quand on *"dissout par un coup de force l'Assemblée constituante en janvier 1918"* (Revel dixit), quand on touche au parlementarisme bourgeois, est totalement détruite, devient une coquille vide de sens, laissant la place à une implacable dictature du parti-Etat sur le prolétariat.

L'abandon dès le début du règne de Staline de l'internationalisme signe définitivement l'arrêt de mort de la révolution. La politique de l'Internationale dégénérescente devient partout une politique contre-révolutionnaire de désarmement et d'asservissement du prolétariat, de défense des intérêts capitalistes sous couvert de défense de "la patrie socialiste."

Quand l'intarissable baratineur sans scrupules Revel, entend amalgamer le programme du prolétariat défendu par Lénine dans "l'Etat et la Révolution" à la politique anti-ouvrière du fossoyeur de la révolution, Staline, il ironise sur les mesures préconisées par ce programme : *"suppression de l'armée, abolition de la police, extinction de la bureaucratie" : "de la part du fondateur de l'Etat le plus militarisé, le plus policier et le plus bureaucratisé de l'Histoire, ce programme, annoncé un mois à peine avant la prise bolchevik du pouvoir total, donne la clé d'un trait fondamental du communisme : la dissociation quasi schizophrénique entre les actes et les discours"*. Alors que c'est précisément l'énormité de cette dissociation, cette antinomie absolue qui donne la mesure du fossé infranchissable entre Lénine, les révolutionnaires, le contenu révolutionnaire prolétarien d'octobre 17 et toute l'entreprise stalinienne, que veut nous faire avaler ce charlatan ? Que la drogue démocratique dont il fait un usage si immodéré produise des effets schizophréniques à ce point puissants qu'il deviendrait lui-même un chaud partisan, un

(SUITE PAGE 7)

LA "PLUS GRANDE DES DEMOCRATIES" MASSACRE AU PANAMA

■De 560 morts, version officielle américaine, à plus de 4000 morts version officieuse, suivant que l'on compte les morts recensés ou toutes les victimes enterrées à la hâte dans des fosses communes, brûlées sur les plages, voilà le bilan très concret de l'intervention américaine "Juste Cause", opération "d'assainissement" et de "rétablissement de la démocratie" comme tous les démocrates l'ont justifiée et soutenue. C'était, soi-disant, le prix à payer pour déloger le dictateur Noriega de son repaire.

C'est en fait à un massacre en règle auquel nous avons assisté. Il est vrai que l'armée américaine, entre autres, ne s'est jamais embarassée de sentiments pour faire respecter son ordre et parvenir à ses fins et cette intervention au Panama n'en est qu'un exemple de plus. Mais cette fois la barbarie a atteint des sommets. Cette opération qui se voulait rapide et sans bavures a tourné au bain de sang : bombardements systématiques des "barrios" de Panama City, ces bidonvilles panaméens pouvant abriter des miliciens à la solde de Noriega mais concentrant en tout état de cause une majorité de la population dont la "libération", loin d'être un rêve, est devenue un cauchemar. Cette population a fait largement les frais de cette opération de nettoyage par le vide où, avec pas moins de 24 000 hommes, les USA n'ont pas lésiné sur les techniques de destruction les plus modernes. Et quand ce ne furent pas les bombardements, ce furent les opérations de police et le tir aveugle sur tous ceux qui allaient se servir dans les commerces éventrés. Et c'est sans vergogne aucune que le chef des troupes américaines fait observer que ses hommes ont privilégié des opérations "chirurgicales" et évité "la grosse artillerie"!

Mais qui était donc ce Général Noriega tant décrié et qu'il fallait éliminer au plus vite ?

Un dictateur, certes, mais dûment mis en place par ces mêmes bourgeois américains il y a une vingtaine d'années, ceux-là même qui crient aujourd'hui le plus fort pour la "défense des droits de l'homme". Ce pion parachuté pour défendre les intérêts stratégico-économiques des USA dans une zone sensible et qui commençait à en prendre trop à son aise, en menaçant en particulier de remettre en cause la mainmise américaine sur la zone du canal, n'en était pas moins, à l'origine, un homme fort de la CIA elle-même, un de ses dignes représentants, un collaborateur du président Bush au temps où il présidait cette officine étatique.

Un trafiquant de drogue ? Tout aussi sûrement. Mais cette activité qui a pu lui permettre de se remplir les poches lui était largement permise par les USA et sa CIA qui ont toujours entretenu leurs services secrets grâce à ce trafic et ses bénéfices juteux.

Un fou mégalomane ? La réponse peut être encore affirmative. C'est peut-être pour cela qu'il recevait il y a quelques années les félicitations du jury, les honneurs de la maison CIA ou d'Interpol avec remise de médaille pour services rendus dans "la lutte anti-drogue" (sic !). Il était tout autant à l'honneur en France, il y a à peine deux ans, où il recevait carrément la légion d'honneur !

Tout cela prêterait à sourire s'il n'y avait ces monceaux de cadavres à la clé, comme preuve de la seule dictature qui persiste dans le monde : la dictature bourgeoise. Et quand cette bourgeoisie élimine l'un des siens lorsqu'il ne correspond plus au profil politique, gestionnaire de son capital, elle n'hésite pas à sacrifier "dans le feu de l'action" quelques centaines ou quelques milliers de personnes au passage. C'est toute la définition d'une diplomatie sur le terrain, les armes à la main, méthodes de gangstérisme des plus typiques à la seule différence que les Al Capone d'antan et même d'aujourd'hui font figure d'enfants de choeur face à des règlements de compte d'une telle envergure.

Et le feuilleton trouve sa suite avec l'entrée en scène d'une autre officine, épiscopale celle-là, qui a donné asile à Noriega au Panama. Après avoir accueilli le nouvel homme fort du régime (alors dans l'opposition), c'est le banni Noriega qui s'offre le refuge de l'Eglise qui n'avait d'ailleurs pas été la dernière à dresser l'éloge du dictateur. Et quand cet hôte devenait si encombrant, l'épiscopat offrait officieusement la possibilité aux USA de s'en emparer par la force en dépit de "l'exterritorialité diplomatique". L'honneur de la maison de Dieu aurait ainsi été sauf. Dans cette affaire, la solidarité des hommes de" bonne volonté" a fait merveille et Dieu reconnaitra les siens !

Tout sera sûrement planifié pour redonner un semblant de crédibilité au procès américain du dictateur et surtout faire taire les épisodes peu glorieux de ses amitiés "dérangeantes" mais, déjà, les USA ont reconnu et établi le successeur "démocratique" de Noriega : ce Guillermo Endara ne sera en définitive qu'un pantin de plus à la solde de nos chers démocrates pour gérer au mieux la place stratégique et commerciale que représente le fameux canal. Son serment prêté dans une base américaine et son arrivée officielle dans ses appartements en voiture de fonction, type automitrailleuse blindée américaine, n'en est que plus démonstratif.

En définitive, la démocratie a repris ses" droits". Ceux-ci n'ont jamais été que les droits d'une barbarie toujours plus aiguë. Et le Panama n'en est hélas qu'un épisode.

Stopio
(25/01/90)

"Devoir d'ingérence"

LA BOURGEOISIE JUSTIFIE SES CRIMES PRESENTS ET A VENIR

■N'est-il pas touchant ce rapprochement entre les ennemis d'hier ? N'est-elle pas émouvante la "compréhension" que manifestent tous les dirigeants des pays occidentaux vis-à-vis de Gorbatchev, dans "une situation difficile" (Mitterrand dixit) ? N'est-elle pas réconfortante la bonne volonté de ce même Gorbatchev qui demande la réunion "dès cette année de la CCSE" (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe") ? N'est-il pas rassurant que tous se retrouvent d'accord sur la nécessité pour l'armée rouge d'aller "ramener le calme et la sérénité" dans le Caucase, quitte à massacrer les populations civiles ?

Depuis quelques semaines, en effet, la bourgeoisie -et particulièrement celle des pays occidentaux- a découvert un nouveau concept "diplomatique" : le devoir d'ingérence. Après avoir défendu, pendant des années le sacro-saint principe de la "non-ingérence dans les affaires d'autrui", le "droit des peuples à se déterminer librement", la bourgeoisie effectue un virage à 180°. Mais si le discours change dans la forme, sur le fond, soyons-en persuadés, les mêmes impératifs continuent de prévaloir et le contenu idéologique fondamental reste le même.

Quand la bourgeoisie défendait le "généreux" principe de la non-ingérence, il s'agissait toujours des ingérences du bloc adverse. Ces dénonciations n'avaient d'ailleurs aucun effet sur le terrain, chacun se reconnaissant le droit, voire le devoir, de "s'ingérer" dans telle ou telle partie de sa zone d'influence pour y maintenir l'ordre.

Le principe de la "non-ingérence" était à la fois le voile derrière lequel la bourgeoisie faisait régner son ordre pourri et meurtrier, et à la fois le vecteur des poisons démocratiques destinés à la classe ouvrière.

Qu'en est-il aujourd'hui du "devoir d'ingérence" dont on nous rebat les oreilles depuis quelques semaines ? Si le vocable a changé, jusqu'à être dans la forme l'exact contraire du précédent, il s'agit toujours de faire régner l'ordre bourgeois, et il s'agit plus que jamais, d'empoisonner les ouvriers avec les miasmes de la pourriture démocratique.

Qu'on en juge. C'est au moment où s'effondrait le régime sanglant de Ceaucescu que la bourgeoisie occidentale invitait discrètement Gorbatchev à intervenir militairement pour précipiter les choses, au nom bien sûr de la défense du droit des peuples et de la démocratie. Certains ministres socialistes français, très en pointe, allant jusqu'à évoquer l'intervention des troupes françaises ! Et l'on voyait apparaître le concept de "devoir d'ingérence", sous-entendu la nécessité pour l'armée russe d'aller ramener le calme, de débarrasser le pays d'un dictateur qui avait fait son temps et devenait un obstacle pour l'ordre et la sécurité. L'intervention russe n'a pas finalement été nécessaire, l'armée roumaine elle-même ayant réussi à "ramener l'ordre" et à mettre en place une nouvelle équipe dirigeante, au prix de plusieurs milliers de morts bien sûr. Dès que la situation fut "stabilisée",on s'est surtout empressé d'oublier le sanglant Ceaucescu celui-là même que toute la bourgeoisie occidentale avait salué, il y a quelques années, comme un héros de "l'indépendance" et de la "non-ingérence" pour avoir manifesté des velléités de relative autonomie vis-à-vis de son chef de bloc. Son exécution sommaire montre bien d'ailleurs à quel point il fallait se dépêcher de faire oublier les mille liens qui unissaient le dictateur roumain à l'Internationale des assassins, de Bush à Mitterrand, en passant par Gorbatchev et consorts. C'est une des raisons d'ailleurs pour laquelle la bourgeoisie occidentale appelait de ses voeux une intervention militaire russe : se débarrasser rapidement d'un "collègue" devenu gênant.

Les prétextes idéologiques de ce devoir d'ingérence ont rapidement trouvé un écho du côté des USA. Profitant du battage sur le devoir des grands pays démocratiques (ou presque démocratiques) d'aller "libérer" les peuples de leurs dictateurs, les USA se sont empressés d'aller régler un problème dans leur arrière cour en envoyant plus de 20.000 GI's au Panama, faisant au passage plusieurs centaines de morts dans la population civile, tout cela derrière le généreux principe de la lutte pour la démocratie et contre la drogue. Devoir d'ingérence oblige !

Aujourd'hui, c'est à Bakou que l'armée russe remplit son devoir d'ingérence avec son cortège de massacres de populations civiles, ses villes et villages dévastés. Et surtout avec son puant prétexte d'assurer les droits et la sécurité de la population. Et là encore de, au nom du "devoir d'ingérence" toute la bourgeoisie mondiale, sans oser quand même applaudir des deux mains, exprime son soutien à Gorbatchev tout en manifestant de façon hypocrite sa tristesse et sa préoccupation face à cette boucherie.

Ouvriers ! Nous n'en avons pas fini avec ces massacres. La bourgeoisie est prête à remplir son "devoir d'ingérence" à envoyer ses soudards "défendre la démocratie" à la pointe des baïonnettes partout où elle sentira que l'ordre, que son ordre, est menacé !

Ouvriers, les prétextes qui servent aujourd'hui à la bourgeoisie pour envoyer ses soldats contre les populations civiles, soi-disant pour défendre la démocratie, lui serviront demain à rétablir "l'ordre et la démocratie" quand nos luttes menaceront ses privilèges et son pouvoir.

Ouvriers ! Dans la situation de chaos qui règne déjà à l'Est et qui gagne peu à peu du terrain partout dans le monde, la bourgeoisie trouvera toujours d'excellentes justifications pour lancer sa soldatesque contre les "fauteurs de trouble". Sachons nous souvenir que, pour la bourgeoisie, les véritables fauteurs de trouble ce sont les ouvriers en lutte, et que s'il existe un devoir d'ingérence aux yeux de l'Histoire, c'est le devoir qu'a notre classe de s'ingérer dans les affaires du monde, pour faire mettre à bas enfin, cet "ordre bourgeois", synonyme de misère, de mort, et de massacres.

PL

Liban, Afghanistan, Cambodge, Somalie...

LA "PAIX" CAPITALISTE, C'EST ENCORE PLUS DE BARBARIE

■Depuis la rencontre Bush-Gorbatchev à Malte, la propagande bourgeoise nous répète en long en large et en travers qu'on irait vers un monde de "paix" et les dirigeants des plus grands pays du monde ne cessent de se féliciter d'accords sur le désarmement, de s'adresser des messages d'amitié et de bonne volonté, comme encore les récentes déclarations de Bush ou de Mitterrand en soutien à Gorby. Du vent !

Le monde capitaliste ne va pas plus aujourd'hui qu'hier vers une ère de paix ou "d'harmonie entre les peuples", il n'y a qu'à regarder, les yeux grands ouverts, la situation de nombreux pays dans le monde où les tensions guerrières, les massacres et la barbarie se développent avec force, où c'est bel et bien le chaos qui s'y affirme.

Ainsi au Cambodge, la reprise des bombardements sur Battambang, 2ème ville du pays, les attentats à la bombe dans Phnom Penh, marquent le départ de nouveaux massacres dans toute la région du sud-est asiatique, de tueries sur des populations déjà nées sous le feu des bombardements, vivant depuis 30 ou 40 ans dans la guerre, parquées par centaines de milliers comme des bêtes dans des camps où on crève de faim et de maladie.

En Afrique encore, la misère et la barbarie marquent toujours plus implacablement leur empreinte d'horreur. Au Soudan, en plus de la guerre qui a déjà fait des milliers de morts depuis le début de l'année, des règlements de compte entre tribus, entre "ethnies" comme aime le dire la bourgeoisie, se multiplient faisant des morts par centaines.

Quel exemple aussi de cette pourriture tous azimuts, du chaos qui se généralise, que la ville de Hargeisa en Somalie, ancienne capitale du nord. De celle-ci il ne reste plus que des ruines, des 6 à 700 000 habitants d'il y a quelques années ne vivent plus là que 6 à 7000 personnes ; et quelles personnes ? 800 soldats du gouvernement tiennent l'aéroport, 3 à 4000 sont du MNS (Mouvement national somalien) rebelle qui s'affronte au gouvernement et à ses soldats, restent... environ 1500 civils pour la plupart réfugiés éthiopiens ne sortant que la nuit et jamais sans leur fusil ! Soumis à la guerre, à la destruction systématique, les habitants de la ville sont morts ou ont fui.

En Afghanistan encore, non seulement la guerre entre le gouvernement Najibullah et les rebelles afghans ne faiblit pas, faisant vivre depuis des années dans l'horreur et la mort la population des plus grandes villes, Kaboul et Jalalabad, mais ce sont de plus les rebelles qui s'entre-massacrent à présent, montrant sans retenue leurs féroces appétits de chiens à la curée. Devant ce massacre permanent, sans limite, les populations ont fui ; ainsi plus de 3 million et demi de réfugiés vivent au Pakistan, parqués pour la plupart sous des tentes, réduits à la famine.

Nous pourrions multiplier les exemples de la barbarie sans fond dans laquelle plonge le capitalisme, contrairement à tous les mensonges dont on nous abreuve. Le meilleur contre. exemple du battage "pacifiste", du rideau de fumée sur la réalité du monde capitaliste qu'elle cherche à provoquer, est le Liban.

Depuis 20 ans, ce pays était un des lieux privilégiés de l'affrontement entre les blocs de l'Est et de l'Ouest, et les événements qui s'y déroulaient, une des manifestations de la pression US sur son rival russe. On aurait pu croire qu'avec l'effondrement actuel du bloc de l'Est, les conflits dans ce pays allaient cesser et s'apaiser. Loin s'en faut ! Qu'est-ce qu'on voit ? On voit la guerre repartir plus fort que jamais faisant plus de mille morts depuis fin décembre, et on y voit toutes les parties en présence s'entre-massacrer chacune pour leur propre compte, les anciens alliés chiites du Hezbollah pro-iranien et ceux d'Amal pro-syriens, l'OLP s'en mêle à nouveau et Israël revient en force.

Tous ceux-là qui auparavant se battaient pour le compte d'un bloc de tutelle moyennant finances et bénéfices de toutes sortes, aujourd'hui se battent toujours,cette fois, pour leurs intérêts de petits impérialismes, ni moins féroces ni moins brutaux, laissant s'exprimer leur nature profonde pour leur propre boutique.

En effet, l'effondrement du bloc de l'Est a profondément bouleversé les données de la situation mondiale et les "équilibres" qui prévalaient depuis 1945. Aujourd'hui, non seulement le bloc impérialiste russe a disparu mais son rival occidental est en voie de dislocation parce que ce qui faisait la nécessité de sa cohésion, le bloc ennemi, n'est plus. Et de ce fait, toute la hiérarchie de la mafia impérialiste se trouve remise en cause. Aussi, tous les impérialismes mineurs auparavant sous la houlette d'intérêts dominants aux leurs vont pouvoir à présent se manifester plus librement et tenter de tirer chacun la couverture à soi.

Nous n'allons pas vers un illusoire apaisement des guerres et de la barbarie ; nous allons vers une aggravation, une accentuation de la décomposition, de la barbarie dans des régions entières, sans aucun espoir de "pacification" et autres foutaises sorties tout droit de la bouche mensongère de la bourgeoisie. L'avenir du capitalisme est encore et toujours, plus que jamais, un avenir vers les pires monstruosités et le chaos généralisé.

PPR

LE PCF PEUT CREVER, LA CLASSE OUVRIERE NE LE PLEURERA PAS

■Le sort du Parti communiste français (PCF), comme celui des autres partis staliniens nationaux du reste, n'est en rien l'affaire de la classe ouvrière.

Dans la foulée des événements qui chamboulent les pays de l'Est et au sein du colossal battage démocratique que le monde prétendu libre orchestre en ce moment, il fallait bien que se trouvassent des bonnes âmes bourgeoises pour souhaiter au parti de Marchais, Fiterman et autres, le destin de ses semblables hongrois, polonais, allemand, yougoslave, nord-coréen ou roumain. Ça n'a en effet pas manqué, de Lecanuet au journaliste July ("Libération"), ex-zélateur de Joseph Staline. Que la bourgeoisie française veuille la tête du secrétaire général et que, pour ce faire, elle doive lécher les bottes des "réformateurs", "reconstructeurs" et "refondateurs" du PCF, c'est son problème : l'organisme stalinien lui appartient et non au prolétariat, qu'il a définitivement trahi depuis le milieu des années 30. Le parti de la place du Colonel-Fabien peut bien changer de forme ou même disparaître, la bourgeoisie, autant qu'elle le pourra, s'ingéniera à le remplacer ou à le suppléer dans la tâche, qu'il accomplissait pour le compte de l'Etat, d'encadrement des ouvriers et de sabotage de leur conscience de classe. De cela, les prolétaires doivent demeurer complètement assurés.

Leur affaire, en réalité, c'est de réagir avec énergie à l'ignoble mensonge idéologique aujourd'hui répandu selon lequel ce serait l'être de la classe ouvrière qui mourrait aussi avec la désintégration du PCF. Ah ! Tous les coups bas sont bons aux bourgeois pour saper le moral des ouvriers, tétaniser leur conscience, surtout lorsque les circonstances, comme à cette heure, y prêtent. Ils en profitent donc.

Comment, ouvriers, pourriez-vous pourtant identifier de près ou de loin votre sentiment de classe -nécessairement pétri d'internationalisme, d'anticapitalisme et de fraternité prolétarienne entre les travailleurs du monde entier- à l'attitude d'un parti comme le PCF, qui n'a jamais cessé, depuis plus de cinquante ans, de professer un nationalisme exacerbé, de vouer un amour sans faille au capital et à l'impérialisme français, d'utiliser la xénophobie et le racisme le plus éhonté pour installer la division entre les composantes de la classe ouvrière ?

Est-ce prolétarien de détruire, comme le parti de Gayssot l'a fait en 1979 à Vitry-sur Seine, à coups de bulldozer, un foyer de travailleurs immigrés sous prétexte qu'ils surpeuplaient la commune (évidemment "rouge") ? Non, bien sûr, et pas plus qu'il n'était prolétarien dans la bouche de Paul Vaillant-Couturier de dénoncer en 1935 comme des provocateurs et des agents à la solde des fascistes les ouvriers des arsenaux de Brest et de Toulon en grève contre les décrets réducteurs des salaires promulgués par un gouvernement annonçant le Front populaire (ce coup a été renouvelé, un peu adapté, en 1984 par le ministre Fiterman contre certains grévistes de la gare parisienne de Saint-Lazare).

Est-ce internationaliste que brailler sans répit au long des années 70 (voire après) : "Produisons français, travaillons au pays !" ? Non, c'est se faire les contremaîtres du capital national parmi les prolétaires. Comme Maurice Thorez, en juin 1936, lorsqu'il enseigna aux ouvriers qu'il fallait "savoir arrêter une grève" dès que l'exigeaient les impératifs de l'économie nationale d'armement. Comme Thorez encore et Ambroise Croizat, qui, dans les années 1945-1946, prodiguaient aux travailleurs le conseil de renoncer à leurs revendications et de "retrousser leurs manches" afin de reconstruire la patrie.

Est-ce communiste et révolutionnaire que maintenir les ministres du PCF dans le gouvernement (1945) qui envoie des bombardiers mater la révolte des populations civiles de Sétif et de Constantine (en Algérie française) ? Est-ce une âme ouvrière et internationaliste qui a enfanté ce monument d'hystérie chauvine qu'ont constitué les fameuses manchettes de "L'Humanité" titrant en 1944 : "Plus fort les coups sur le boche chancelant !" et "A chacun son boche !" ?

Est-ce enfin, et surtout, appartenir à la classe des prolétaires que d'envoyer par milliers ceux-ci au carnage (baptisé Résistance) pour la défense de la patrie française et/ou de la patrie du socialisme, cette Union soviétique qui se comportait déjà, pourtant, comme le plus fieffé gredin impérialiste ? Non, non et non !

Il faudrait encore beaucoup de place pour dénombrer tous les forfaits accomplis pendant des décennies par le PCF contre les ouvriers et leurs luttes, piratant, dévoyant, dénaturant celles-ci. Il eût été bon de rappeler ici, même brièvement, la part importante que le parti d'Anicet Le Pors a encore assumée, au cours de son nouveau passage au gouvernement -entre 1981 et 1984- ou après, pour imposer aux travailleurs de l'industrie automobile les licenciements massifs des Talbot, Citroën et Renault...

Non, ouvriers, l'évolution bonne ou mauvaise du PCF n'a aucun rapport avec votre propre situation. Ce parti a été une arme de la bourgeoisie contre vous. Et quel que soit le nom qu'il pourra se donner, il risque de demeurer demain encore votre ennemi mortel. Regardez-le comme tel, même s'il apparaît très affaibli aujourd'hui. Ayez pour lui la haine que l'on réserve au bourreau et au persécuteur. Et aussi le dégoût que mérite toute engeance bourgeoise. Aussi bourgeois que les staliniens, ceux qui crient ces temps-ci haro sur Marchais et le parti stalinien français -en dépit des innombrables services que le PCF a rendus à l'Etat- ne sont pas plus dignes de respect que les espèces d'ordures revêtues d'habits de juge qui, à Bucarest, ont envoyé à la mort le Ceaucescu dont ils étaient, la veille encore, les zélés larbins et les exécutants des sanglantes autant qu'ignobles oeuvres.

SM

Chantiers navals de La Ciotat
UNE VICTOIRE POUR LA CGT, UNE DEFAITE POUR LES OUVRIERS

■"On-Aaa-Gaaa-gné!" C'est la lourde scie de la CGT, son chant de victoire, le cocorico accompagnant tous ses appels à reprendre le travail...

Aux chantiers navals de la Normed à la Ciotat, fermés depuis plus d'un an, c'est avec cette rengaine que la CGT, le représentant du nouveau patron Lexmar et les élus locaux PC/PS fêtaient en coeur la fin de l'"occupation du site" et la "réouverture" des chantiers navals.

Mais de quelle victoire la CGT peut-elle se vanter ? Sinon d'avoir si bien oeuvré à épuiser, désarmer les 2.300 ouvriers de la Normed ! Ceux qui sont restés sur le carreau et qu'elle tente de faire oublier aujourd'hui en arguant de l'embauche immédiate, à des salaires préférentiels de cent des "105 durs de la CGT" qui eux, ont "occupé le site depuis 457 jours", "ont suivi la CGT jusqu'au bout", baptisés à l'occasion par le seigneur CGT : "Chevaliers de la lumière" !...

Après s'être prêtés à l'opération publicitaire du syndicat, ces "105 irréductibles" sont tout à la fois récompensés et... réduits au balayage du site, à repeindre les installations et à désherber les pieds des grues !

"Mais ce n'est là que préparation à de futurs lancements de navires!" entendons-nous dire par Lexmar, CGT et consorts.

Comment pourrions nous croire à cette supercherie, sachant que l'outillage et une partie du site ont été rachetés à dessein par la banque Worms -dont le propriétaire est l'Etat-, afin justement d'éviter toute tentative de redémarrage d'une construction navale dont la rentabilité est totalement illusoire ? Le ministre Chérèque se vantait d'ailleurs en Juillet 89 "qu'après avoir réglé le compte des licenciements à la Normed, il pourrait s'occuper de celui des Lainières de Roubaix", cela pour avoir une idée de la politique suivie par le Gouvernement qui considère aujourd'hui que "le dossier est clos".

Comment croire à telle illusion, alors que la municipalité, autre propriétaire des terrains et bâtiments, escompte réaliser par ce biais, une juteuse affaire immobilière ? Tout cela, enfin, dans un contexte où les carnets de commande de l'industrie navale sont et seront désespérément vides, ce que les ouvriers savent, et pour cause, de Gdansk à St Nazaire, de la Ciotat à la Corée du Sud !

En attendant, cette "victoire" de la CGT aura coûté cher aux ouvriers. Souvenons-nous du soigneux travail de sabotage de leur lutte, pendant plusieurs années, orchestré par la CGT, pour dissoudre la combativité ouvrière. Souvenons-nous de ses manifestations stériles sous les fenêtres des divers pouvoirs publics, ses glorieuses "actions commandos" qui, en prétendant porter la colère ouvrière jusqu'aux journaux télévisés, ne faisait que présenter à l'ensemble de la classe l'image d'une lutte désespérément isolée. Les méthodes de la CGT dont on connaît les résultats, de Longwy à Peugeot, n'ont fait que réduire la solidarité de la classe ouvrière à de charitables collectes, n'interpellant tour à tour les autres ouvriers qu'en tant que consommateurs, usagers, passants ou ...touristes ! Lorsque les ouvriers de la Ciotat et ceux de la Seyne étaient en lutte contre les mêmes annonces de licenciements, souvenons-nous comment les syndicats ont organisé la division entre les ouvriers des deux sites, les enfermant dans des actions bien séparées et allant même jusqu'à les dresser les uns contre les autres, sous prétexte que c'était des "cas différents". Cet engrenage d'actions syndicales aura tôt fait de moudre la combativité, l'expérience ouvrière, la capacité à en tirer des leçons sur la fonction du syndicat. Car à la fin, alors que l'auréole combative de la CGT est préservée, l'espoir même de vaincre a disparu, ne laissant que le dégôut de lutter, la dispersion, la division entre ceux qui continuent derrière le syndicat et l'écrasante majorité de ceux qui "n'y croient plus".

Au bout du compte, ce que l'ensemble de ces magouilleurs, de Tapie à Lexmar avec l'Etat et son fidèle agent de terrain, la CGT, ont réussi à prouver avec ce feuilleton de "l'occupation" de la Normed, c'est le fameux "quand on veut, on peut" si cher au PCF et à la CGT. L'idée qu'il nous faut d'honnêtes gestionnaires pas trop profiteurs, pour que toutes les usines fonctionnent. Insinuant par là que tous nos problèmes viennent de l'excès de gourmandise de capitalistes irresponsables, bradant l'"intérêt national", que si nous accordons notre confiance et notre soutien actif aux syndicats, alors nous pourrons toujours sauver quelque chose de cette société en pleine décomposition et finalement, que ce sauvetage du capitalisme a pour secret, les sacrifices consentis par la classe ouvrière !

Cette démonstration et cette "performance" de la CGT sur le terrain nous montrent l'enjeu réel des luttes ouvrières et contre quoi il faut nous battre. Ne sacrifions pas l'intérêt de la lutte à la défense des bannières syndicales ! Exproprions les syndicats de nos luttes !

Yaëlle.

COMMENT LA LCR TENTE DE SAUVER SA PEAU

■Le stalinisme, ce bourreau du prolétariat, ce monstre que le capitalisme a enfanté il y a plus de 60 ans, et en train de crever sous nos yeux.

Mais cela n'empêche pas la bourgeoisie, cette classe sans vergogne et sans scrupule, de tout faire pour tirer profit du cadavre contre la classe ouvrière. Ainsi toutes les campagnes mensongères qu'elle déverse aujourd'hui et parmi lesquelles la plus crapuleuse est celle qui consiste à chercher à enfoncer dans la tête des ouvriers que le stalinisme c'est le communisme et que la mort de l'un signifie la mort de l'autre donc la mort de toute perspective prolétarienne.

A cette campagne, la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) a récemment apporté sa petite contribution par la bouche de son chef, Krivine, qui, face aux caméras de télévision au lendemain des massacres en Roumanie, a déclaré : *"La cause du communisme est définitivement discréditée"*. Ainsi pour cette crapule, ce qu'à fait le régime de Ceaucescu c'est le communisme qui l'a fait. Et pour être parfaitement compris il est allé jusqu'à envisager la suppression du mot "communiste" du sigle de son organisation.

Mais derrière ces déclarations se cache une autre intention. En effet, la mort du stalinisme, l'effondrement des pays de l'Est, l'évidence aujourd'hui de leur nature anti-ouvrière, mettent en péril la crédibilité donc la vie même de la LCR et de tout le mouvement trotskiste. Si aujourd'hui ils crachent sur le stalinisme, le rejettent jusqu'à se débarrasser de tout ce qui peut y faire référence, c'est pour tenter de faire oublier que, depuis leur naissance, ils ont été ses complices, ils n'ont cessé de le soutenir malgré leurs "critiques".

La classe ouvrière ne doit pas oublier que, depuis 50 ans, les trotskistes n'ont cessé de lui répéter que les pays de l'Est sont "socialistes", que leurs Etats sont "ouvriers". Elle ne doit pas oublier que les ancêtres de la LCR ont soutenu la Russie de Staline pendant la 2ème guerre mondiale et qu'ils l'ont poussé à servir de chair à canon pour défendre la "patrie du socialisme".

Elle ne doit pas oublier que la LCR l'a régulièrement appelée à voter en particulier pour les candidats staliniens.

Elle ne doit pas oublier ce que la LCR lui disait en l'appelant à soutenir le "programme commun" : *"C'est le PCF* (c'est à dire le représentant du stalinisme en France) *qui donne à l'ensemble de l'alliance sa nature de classe"*. Et quand le PCF a connu ces dernières années, une perte d'influence croissante auprès des ouvriers c'est toujours la LCR qui s'alarmait de cette situation et qui s'évertuait à y remédier jusqu'à leur proposer un regroupement des deux organisations.

Les trotskystes de la LCR peuvent toujours nous dire aujourd'hui que *"le communisme n'a rien à voir avec le stalinisme"* ce n'est surement pas parce qu'ils auraient enfin compris ce qu'est le stalinisme mais parce que, comme des rats, ils cherchent à quitter le navire qui sombre.

Comme des truands qui cherchent à se mettre au vert et à se refaire une virginité, Krivine et sa bande peuvent toujours essayer de changer d'identité en effaçant le mot "communiste" cela ne changera rien ni à leur nature de classe bourgeoise ni à leur rôle anti-ouvrier.

JE

LIBRAIRIES

Quelques librairies où on peut trouver la presse du CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu.
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine
."Mimesis", 58 rue de Grassis.
BREST : "Maison de la Presse", 64 rue Jean Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore", 3 rue de l'Ente.
.Librairie Jean Rome, 1 rue des Gras
.Maison de la Presse, place de Jaude
DUNKERQUE :Maison de la Presse, 34 rue Poincaré.
LA ROCHELLE : Maison de la presse, 16, rue St Sauveur.
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
.Maison de la Presse, place de la Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles, 27 place des Halles Centrales
LILLE : "Galerie", 57 rue de Béthune
."Centre Culturel Libertaire", 1-2 rue du Péage, Métro Fives
LYON : "La Gryphe", 5 rue Sébastien Gryphe (7e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6 rue Pastoret. 13006
."Le Temps de Vivre", 54 La Canebière, 13001
.Maison de la Presse, 1 chemin de la Gavotte. 13015
.Maison de la Presse, , rue Lamartine, 13500 **Martigues**
.Maison de la Presse, , quai Stalingrad, 13 **La Ciotat**
MELUN : "La Porte Ouverte", 19 rue Général de Gaulle
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67 rue de Bagneux
NANTES : "Vent d'Ouest", 5 pl.du Bon Pasteur
."Tabacs, Presse", 9 rue de Budapest
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 Bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis rue d'Alésia (75014)
."Parallèles" 47, rue St Honoré (75001)
SAINT NAZAIRE : Maison de la presse 161 rue Jean-Jaurès.
TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc
."Le Vulcain", quai Saturnin Fabre **La Seyne sur Mer**
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60 rue Bayard
."FNAC", 1 bis place Occitane
."Les Arcades, place du Capitole

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : **ISSN 0336 464 X**

LE STALINISME, ENNEMI MORTEL DE LA REVOLUTION COMMUNISTE

(SUITE DE LA PAGE 4)

vrai défenseur de la "suppression de l'armée, de l'abolition de la police, de l'extinction de la bureaucratie" ? Allons donc !

Lui et ses confrères "démocrates" et "libéraux" de ce siècle ont toujours été les plus fidèles alliés du stalinisme contre le prolétariat.

En 1927, la politique d'alliance de Staline en Chine avec des fractions nationalistes de la bourgeoisie entraîne le prolétariat chinois à sa perte et à l'écrasement brutal et massif des ouvriers insurgés à Shangaï et à Canton par les troupes de Tchang Kaï Chek, proclamé membre d'honneur de l'internationale stalinisée.

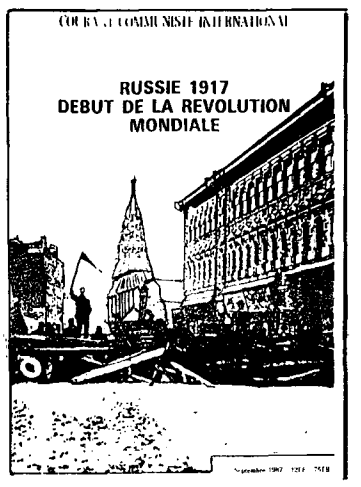
En Russie même, Staline et l'essaim grandissant de bureaucrates arrivistes dont il s'entoure engagent une lutte à mort contre toute la vieille garde bolchévik. Face à tous ceux qui s'élèvent contre cette politique nationaliste, la contre-révolution stalinienne déchaîne sa hargne sanguinaire : tous les bolchéviks qui tentent de défendre les principes d'Octobre reniés et bafoués par Staline sont exclus du Parti puis déportés par milliers, pourchassés, traqués par la Guépéou, enfin froidement exécutés lors des grands procès de Moscou ou lâchement assassinés avec la bénédiction et la complicité active des Etats "démocratiques".

C'est sur les décombres de la révolution de 1917 que le stalinisme a pu asseoir sa domination. C'est grâce à cette négation la plus radicale du communisme constituée par la doctrine monstrueuse du "socialisme en un seul pays" totalement étrangère au prolétariat et à Lénine que l'URSS est redevenue non seulement un Etat capitaliste à part entière mais aussi un Etat où le prolétariat a été soumis plus brutalement et plus férocement qu'ailleurs aux intérêts du capital national rebaptisés "intérêts de la patrie socialiste".

Ainsi, autant le pouvoir des conseils ouvriers avait été capable de donner le coup d'arrêt à la guerre impérialiste mondiale, autant la contre-révolution stalinienne en anéantissant toute pensée révolutionnaire, en opposant son talon de fer à toute réaction ouvrière à travers la terreur et la militarisation de toute la vie sociale, annonçait la participation de l'URSS au nouveau carnage impérialiste que toute la bourgeoisie préparait.

Aujourd'hui, tous ceux qui profitent de l'effondrement des régimes staliniens pour cracher si violemment sur Octobre 17 et la révolution prolétarienne révèlent le sort qu'ils entendent eux-aussi réserver au prolétariat. Ce n'est pas pour rien qu'en défigurant l'histoire, ils en viennent à faire l'apologie de la social-démocratie. Ils savent bien qu'ils poussent ainsi le prolétariat vers ceux qui ont su être "les chiens sanglants", les bras meurtriers du capitalisme qui en écrasant dans un bain de sang la révolution en Allemagne, ont assassiné de manière décisive la révolution prolétarienne mondiale et ont permis à la contre-révolution et à ses monstres comme le fascisme et le stalinisme, de surgir et de s'imposer sur la scène de l'Histoire.

YD



APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent récolter sur ce qui se passe autour d'eux, les discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers, nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

* *
*

Revue Internationale No 60 (1er trimestre 1990)

EFFONDREMENT DU BLOC DE L'EST

. La faillite définitive du stalinisme
. Thèses sur la crise économique et politique dans les pays de l'Est
. Des difficultés accrues pour le prolétariat

CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

. Après l'Est, l'Ouest.

COMPRENDRE LA DECADENCE DU CAPITALISME (VIII)
. La domination réelle du capital et les réelles confusions du milieu politique

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS. NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION.
Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS

T. (Paris) : 1000f ; Ank (Nantes) 80f ; Gen. (Paris) : 100f

Marseille :
RP du 12.01.90 : Jos : 50f ; Ala : 15f ; And : 10f/

Nantes :
RP du 18.11.89 : DC : 200f ; DD : 25f ; Sta : 25f ; Bac : 60f ; GM : 50f ; Al : 200f ; NR : 25f ; GP : 50f ; LD : 50f.
RP du 16.12.89 : Al : 200f ; DD : 25f ; NR : 25f.

Paris :
RP janvier 90 : F : 50f ; MO : 50f ; JLV : 50f ; Sge. : 20f ; Av. : 30f ; TP : 10f ; S. : 50f ; Bri : 50f ; MC : 200f : RV : 50f ; FM : 30f ; Didier : 16f.

Toulouse :
RP du 15.12.89 : J : 200f ; Br et M. : 50f ; R. : 50f.

Tours :
Perm. du 08.12.89 : Stanley : 25f ; DD : 25f ; Nat. : 25f.
Perm. du 06.01.90 : Stanley : 30f ; DD : 25f ; Nat. : 25f ; Eve. : 85f ; Sab. : 100f ; GP : 300f.

TOTAL : 3780f

LISEZ LE LIVRE DE P.HEMPEL :

"MAI 68 ET LA QUESTION DE LA REVOLUTION" (P.Hempel)
Disponible à notre boîte postale :
60F + 10F pour frais d'envoi

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134,BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Pour tous contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de REVOLUTION INTERNATIONALE avec la mention suivante : R.I/R.M

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Indi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de **"R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"**

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, **veuiller expliquer les raisons du versement** (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE :100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal;

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES DU CCI

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933
13F + 5F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)
10F + 6F pour frais d'envoi

REUNIONS PUBLIQUES

CAUCASE :

SUR LE THEME :

LE CAPITALISME POURRISSANT MENE AU CHAOS GENERALISE

NANTES :
Réunion publique le 17 février à 17h à "La Fraternité Protestante" 3, rue Amiral Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence les 9 février et 9 mars à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le 17 février de 10h30 à11h30.

TOURS :
Réunion publique le 24.02 à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Permanence le 9.02 à 20h30, même adresse.

MARSEILLE :
Réunion publique le 24.02 à 17h, rendez-vous entrée principale de la faculté de St Charles.

Permanence le 14.mars de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.
Vente de la presse le 24.02 au marché de la Plaine, place Jean Jaurès (5ème) de 11h à 12h.

TOULOUSE :
Réunion publique le 23.02 à 21h au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanence les 9.02 et 9.03 à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse le 11.02 de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

LYON :
Permanence le 21.02 à 18h au café "Le Français" 2, place A. Poncet, Lyon 2ème, M° Bellecour.
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le 18.02 à partir de 11h30.

LILLE :
Permanence le 10.02 de 14h30 à 16h30 au café "Le Rainbow", 17, rue du Mal Delattre de Tassigny (place de Strasbourg).
Vente de la presse les 1er et 3è dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

NICE : Permanence le 10.02, rendez-vous à la librairie "Le Temps de Vivre", 50, boulevard de la Madeleine de 16h à 17h.

PARIS :
Réunion publique le 24.03 à 16h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy (thème non encore déterminé).
Permanence tous les samedis à 16h, même adresse que la RP.

ROUEN :
Réunion publique le 3.02 à 14h30 à la Halle aux Toiles.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

DE "NOUVEAUX" MARCHES A L'EST ?

"BATTAGLIA COMUNISTA" PIEGEE PAR LA PROPAGANDE BOURGEOISE

■ L'effondrement de l'économie et des régimes staliniens des pays de l'Est, constitue avec la reprise mondiale des luttes ouvrières à partir de 1968, l'événement historique le plus important depuis la deuxième guerre mondiale. Il est donc logique que les communistes révolutionnaires se soient consacrés à analyser et à expliquer ce qui se passait dès que le phénomène a commencé à se faire jour. Ainsi, dans le numéro d'Octobre de Battaglia Comunista (1), à côté d'un manifeste du BIPR sur les événements en Chine, nous trouvons un article sur *"La bourgeoisie occidentale applaudit à l'ouverture des pays de l'est"* dédié à l'explication des origines et des perspectives de cet effondrement.

La première partie de l'article souligne deux points fondamentaux : en premier lieu, les pays de l'Est n'ont rien de commun avec le communisme et donc la bourgeoisie ment quand elle nous affirme que c'est le communisme qui est en faillite. En second lieu, l'article dit clairement qu'à la base de l'effondrement, il n'y a pas on ne sait quelle "volonté de démocratie", mais plus simplement une épouvantable crise économique, qui est partie intégrante de la crise mondiale du capitalisme. Jusque là, tout va bien.

Les problèmes commencent quand on passe à la formulation d'un jugement sur la gravité de la crise et sur les conséquences que celle-ci entraîne au niveau du rapport de forces entre les deux blocs impérialistes.

LA DISLOCATION DU BLOC DE L'EST : UNE EVIDENCE... SAUF POUR BATTAGLIA

Selon Battaglia, la pression exercée au travers d'aides économiques par l'Occident sur les pays de l'Est a comme objectif *"des changements politiques précis qui permettent une plus grande perméabilité du bloc de l'Est (...) Les Etats-Unis ne pensent pas de cette manière pouvoir démanteler d'un coup l'empire de l'Est, toujours solidement maintenu sous la botte russe. Cependant, ils cherchent certainement à avoir un poids plus grand dans la perspective d'un nouvel équilibre inter-impérialiste dans cette région"*.

Pour Battaglia Comunista, à ce qu'il semble, "des élections libres" à la faveur desquelles entreraient "dans le gouvernement des partis démocratiques" ou des syndicats tournés vers l'Occident comme Solidarnosc, sont parfaitement compatibles avec la cohésion du bloc russe qui a toute la force nécessaire pour maintenir de telles forces centrifuges sous son talon de fer. Cette analyse est exactement à l'opposé de l'analyse que développe le CCI depuis la mi-septembre déjà dans ses "Thèses sur la crise économique et politique dans les pays de l'est" (2). Citons seulement quelques passages:

"La permanence de forces centrifuges au sein du bloc russe explique donc la brutalité de la domination impérialiste qui s'y exerce. Elle explique également la forme des régimes politiques qui dirigent ces pays.(...) Un changement de régime politique dans un pays "satellite" porte avec lui la menace directe du passage de ce pays dans le bloc adverse (...). En fin de compte, si le pouvoir central de Moscou ne réagissait pas, nous assisterions à un phénomène d'explosion, non seulement du bloc russe, mais également de sa puissance dominante. Dans une telle dynamique, la bourgeoisie russe, qui aujourd'hui domine la deuxième puissance mondiale, ne serait plus à la tête que d'une puissance de second plan, bien plus faible que l'Allemagne par exemple (...). L'effondrement qui va encore s'accentuer du bloc russe ouvre les portes à une déstabilisation du système de relations internationales, des constellations impérialistes, qui étaient sorties de la seconde guerre mondiale avec les accords de Yalta".

Aujourd'hui, il apparaît clairement que le Pacte de Varsovie -en tant que force capable de s'opposer de manière unie au bloc occidental- n'existe plus. Les accords récents de Malte partent du principe que les accords de 45 à Yalta ne sont plus que des chiffons de papier et Moscou a troqué son renoncement explicite à retenir par la force les pays qui lui étaient anciennement soumis, contre le fait d'avoir les mains libres contre ses nationalités "internes" (baltes, arméniennes, azéris, etc..). Les faits ont déjà démontré que c'était notre analyse qui était la bonne. Essayons maintenant de comprendre à quoi est due l'erreur de BC, qui a surestimé la capacité d'adaptation du bloc russe.

BATTAGLIA DECOUVRE L'EXISTENCE DE LA CRISE ECONOMIQUE A L'EST

L'origine de cette erreur réside dans l'incroyable sous-estimation de la gravité de la crise économique dans ce bloc, qui a réduit à zéro les marges de manoeuvre de la bourgeoisie russe. L'appartenance au bloc de l'Est a toujours été une infortune économique qu'il fallait fuir :

"En ce sens, il n'existe pas parmi les principaux pays du bloc US de "propension spontanée" à passer dans l'autre bloc comme on a pu le constater dans l'autre sens (changement de camp de la Yougoslavie en 48, de la Chine à la fin des années 6O, tentatives de la Hongrie en 56, de la Tchécoslovaquie en 68".(3)

Les camarades de Battaglia, au lieu de voir dans les convulsions actuelles de l'économie de l'Est l'aboutissement d'une situation qui dure depuis des décennies sans aucune porte de sortie, les prennent pour les premiers signes de la crise économique à l'Est :

"Dans les pays à capitalisme avancé d'Occident, la crise s'est surtout manifestée dans les années 70. Plus récemment, la même crise du processus d'accumulation du capital a explosé dans les pays 'communistes' moins avancés".

L'élément de nouveauté résiderait, selon B.C. dans le fait que le besoin de capitaux pour moderniser l'appareil de production obligerait le bloc de l'Est à s'ouvrir aux capitaux occidentaux : *"d'où la nécessité pour la perestroïka de recourir à l'emprunt auprès des organismes internationaux occidentaux"*.

Avant de passer à la perspective que trace Battaglia à partir de cette situation, commençons par mettre les choses au point en ce qui concerne les dates à partir desquelles ont commencé à l'Est la crise économique ouverte et l'entrée massive de capitaux occidentaux.

"A la fin des années 60, le bloc russe a tenté de 'résoudre' sa crise en cherchant à moderniser son appareil de production (..) Au prix d'un endettement considérable, les pays du COMECON ont cherché à importer de la technologie et incité les pays industriels à installer des usines ultra-modernes 'clefs en main'. Les pays de l'Est avaient l'illusion qu'il suffisait de moderniser pour transformer cette 'ruée vers l'Est' du capital occidental en 'ruée vers l'Ouest' de leurs marchandises."(4)

La tentative d'attirer les capitaux occidentaux à l'Est remonte donc à la fin des années 60 et elle a échoué dans la première moitié des années 70 à cause de l'incapacité des pays du COMECON à rembourser leurs dettes à l'Occident. Quant à la crise économique qui s'est ouverte dans les années 69-70, les emprunts à l'Occident ont complètement échoué à l'empêcher d'exploser dans toute sa gravité, en même temps que la crise mondiale en 75 : *"Selon le Bulletin mensuel de l'ONU (Juillet 1976), le déficit des balances commerciales des pays du bloc russe est passé de 700 millions de dollars en 1972 à 10 milliards de dollars en 1975, avec une accélération brutale entre 74 et 75."*(5) *"On 'constate' en 76 un ralentissement des taux de croissance de la productivité des importations et des investissements (N.E.D., 9 Septembre 77)"* (4).

Le point fort de l'Est, l'économie de la République Démocratique Allemande, ne fait pas exception : *"l'excédent commercial de 5.7 milliards de marks -que la RDA avait accumulé entre 1960 et 1973- a laissé la place en deux ans, 74-75, à un déficit commercial de 7.3 milliards de marks"* (6). Comme on le voit, ce n'est pas le début de la crise à l'Est qui est à l'origine de la pénétration financière actuelle de l'Occident, ni la faillite de cette pénétration il y a presque 20 ans, qui aurait ouvert la route à la crise des années 70 et à l'écroulement des années 80.

COMMENT BATTAGLIA TOMBE DANS LES ORNIERES DE LA PROPAGANDE BOURGEOISE

Mais Battaglia va droit son chemin et prend au sérieux les bavardages sur les prochains afflux énormes de capitaux à l'Est : *"Ce n'est pas par hasard si, depuis que Solidarnosc est au pouvoir, Bush insiste lourdement pour que des aides conséquentes soient accordées à la Pologne (...). Le soutien à la Hongrie va dans le même sens"*. Pour BC, le capitalisme occidental est prêt non seulement à mettre la main au portefeuille, mais compte vraiment résoudre ses problèmes de cette façon. En fait, pour ces camarades, le problème des occidentaux serait de trouver des investissements à des taux de profit adéquats pour leurs propres capitaux, problème d'autant plus grave que : *"l'effondrement des marchés de la périphérie du capitalisme, par exemple l'Amérique latine, a créé de nouveaux problèmes d'insolvabilité à la rémunération du capital (...) Les nouvelles opportunités qui s'ouvrent à l'Est de l'Europe peuvent représenter une soupape de sécurité par rapport à ce besoin d'investissement (...) Si ce large processus de collaboration Est-Ouest vient à se concrétiser, ce sera une bouffée d'oxygène pour le capitalisme international"*.

En vérité, on ne sait par où commencer. D'un côté, l'Occident, Bush en tête, passe son temps à claquer la porte à la figure des divers quémandeurs, comme Walesa, qui demandent des dollars en échange de professions de foi démocratique. Comme la CEE l'a justement rappelé, le vrai problème est celui du remboursement des emprunts accordés depuis 70, pas d'en demander d'autres. Les nouveaux emprunts seront instillés à dose homéopathique et ne serviront qu'à empêcher le chaos (surtout social) généralisé aux frontières de l'Occident. Pour ce qui concerne l'hypothèse stupéfiante selon laquelle le capitalisme occidental pourrait faire des affaires en or en investissant dans les pays de l'Est, on en a vraiment les bras qui tombent. Il y a quelque temps, les camarades de BC soutenaient qu'"il fallait reconnaître" que le capitalisme occidental avait momentanément enrayé la crise en extrayant "des superprofits" (?) des pays de la périphérie du capitalisme. Aujourd'hui, ils reconnaissent qu'il y a un "effondrement par insolvabilité" de ces marchés, surtout en Amérique latine, mais sortent immédiatement un autre lapin de leur chapeau, sous la forme de "nouvelles opportunités à l'Est". Mais les marchés à l'Est ont déjà montré qu'ils n'étaient pas solvables par rapport aux investissements modestes de la fin des années 60 ; comment pourraient-ils rémunérer des *"placements de capitaux financiers sans précédent"* ?

L'auteur ne nous l'explique pas. Plus, il a du lui venir quelque doute tardif parce que tout à coup, il affirme : *"à y regarder de plus près, les motifs de désagrégation sont beaucoup plus marqués"*. L'URSS part en lambeaux et *"le reste du monde, à part quelques rares pays développés est tenaillé par la faim, la misère et la guerre"*. Sur ce point, l'article, au lieu de faire la clarté sur laquelle des deux perspectives est la plus vraisemblable (celle d'une salutaire bouffée d'oxygène pour le capitalisme ou celle d'une décomposition accélérée), se termine en invoquant la révolution prolétarienne, qui est évidemment souhaitable, mais qui ne répond pas le moins du monde à l'analyse des perspectives économiques que l'article se promettait de faire. Maintenant, personne ne demande que Battaglia détienne la vérité dans ses tiroirs, (d'autant plus que la rapidité de l'effondrement de l'Est a surpris tout le monde, y compris le CCI, qui l'avait pourtant prévu depuis longtemps), mais nous avons au moins le droit de demander que BC cesse de publier des articles qui disent tout et son contraire.

Et surtout (ce qui est d'autant plus grave pour une organisation qui se prétend être l'avant-garde du prolétariat) il est navrant de constater que Battaglia, une fois encore, apporte sa petite caution aux campagnes mensongères de la bourgeoisie en participant à semer l'illusion suivant laquelle *"grâce à l'ouverture de nouveaux marchés à l'Est"*, l'économie capitaliste va connaître un nouveau souffle. Autrement dit, B.C. apporte une petite contribution involontaire à la répugnante campagne actuelle à propos de la "supériorité du capitalisme sur le communisme". Voilà à quelles aberrations, à quelle irresponsabilité, conduit la perméabilité de B.C. à l'idéologie bourgeoise. Les camarades de B.C. doivent y penser sérieusement.

Frédéric

(1) Organe du Partito Comunista Internazionalista animateur du BIPR avec la CWO. CP 1753, 20101, Milano, Italia.
(2) Publiées dans la Revue Internationale N° 60, Janvier 1990
(3) "Crise économique en Europe de l'Est", Revue Internationale N°34, Juillet 1983
(4) "La crise en Russie et dans l'Europe de l'Est" , 2ème partie, Revue Internationale N° 14, Avril 1978
(5) "La crise en Russie et dans l'Europe de l'Est", 1ère partie Revue Internationale N° 12, Décembre 1977
(6) "La crise en RDA", Revue Internationale N° 22, Juillet 1980

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie.**
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer **la dictature du prolétariat** à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'*"autogestion ouvrière"*, ni les *"nationalisations"*. Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.
- Les soi-disant *"pays socialistes"* (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de *"pays socialistes"* dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.
- A notre époque, les syndicats sont **partout** des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.
- Tous les soi-disant *"partis ouvriers"*, *"communistes"* et *"socialistes"*, ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.
- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.
- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux *"fronts populaires"*, *"fronts antifascistes"* ou *"fronts uniques"* entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.
- Les *"luttes de libération nationale"* sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de *"soutien aux peuples en lutte"* n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou *"socialiste"*.
- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'*"organiser la classe ouvrière"*, ni de *"prendre le pouvoir au nom des travailleurs"*, mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.
- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.